ALTERNATIVE
libertaire

AL 218 - JUIN 1999

Terreur des bombardements de l'OTAN
contre terreur des nationalistes serbes au Kosovo

La guerre
Les États l'organisent
les médias la commentent
les peuples
en crèvent !

CHOISIR SON CAMP
Soutien aux déserteurs et insoumis - AL

ÉCOLOGISTES BELLICISTES
Lettre ouverte à Cohn-Bendit - Gianni Carroza

SYNTHÈSE
Comment faire la guerre à la guerre - Jean Bricmont

EN DÉBAT AVEC LES ÉCOLOS
Écolo, macho ! - Chiquet Mawet

VERS LA PAIX
Lettre d'ONG serbes à nos amis albanais - Collectif

CONCLUSION
Les cauchemards du XXème siècle - Radio Sherwood

L'Union Européenne,
instrument politique d'une guerre économique

EUROPE
Cupidité et stupidité dans l'Europe des flux tendus
René Hamm

SOYONS CONCRETS
Ils abusent du pouvoir, le pouvoir vous abuse - Cerise

POING FINAL
Agir au lieu d'élire - Alternative Libertaire

Liège / 26 mai 1999
Occupation
d'un bureau régional de l'ONEm
par le
"Collectif Chômeur, pas chien!"
et le
"Collectif Autonome de
Chômeurs"

CHOISIR SON CAMP

Iniatiative pour l'accueil des déserteurs et des insoumis

Il est des Yougoslaves de Serbie, du Monténégro, et d'ailleurs... qui refusent de participer aux opérations de purification ethnique menées par le gouvernement serbe au Kosovo et qui s'insoumettent à l'ordre de mobilisation qui leur est notifié ou qui désertent.

Il est des Kosovars qui refusent la logique du nationalisme *grand albanais* et de l'affrontement guerrier et qui s'insoumettent à l'ordre de mobilisation qui leur est notifié par l'UCK ou qui désertent.

Il est des Algériens, des Turcs, des Kurdes, des Chinois, des Tibétains, des Sénégalais, des Palestiniens, des Israéliens... et même des Français et des Belges, qui refusent de choisir un camp nationaliste contre un autre, un camp religieux contre un autre, un camp militaire contre un autre, un camp étatique contre un autre... et qui, pour échapper aux bourreaux d'aujourd'hui ou de demain, ont le courage de **fuir**.

Ceux là sont l'honneur d'une humanité sans frontières de quelque ordre que ce soit, d'une citoyenneté du monde et d'une civilisation basée sur le respect de la personne humaine, le refus des névroses nationaliste, religieuse, étatique, exploitatrice, oppressive... et le devoir imprescriptible de s'insurger contre l'intolérable.

Ceux là, que tous les gouvernements du monde capitaliste à la mode d'ici et d'ailleurs refuseront toujours d'aider et d'encourager (pas fous !), méritent assurément notre respect.

Ceux là, méritent davantage !

Parce que nous sommes quelques uns et quelques unes à estimer que si les mots ne sont pas obligatoirement des nains, les exemples, quant à eux seront toujours des géants, nous avons fait le choix d'appeler tous les citoyens du monde à déserter les intolérables en tous genres, de les aider (financièrement, en montant des réseaux leur permettant de franchir les frontières et en leur offrant les moyens d'une insertion économique, politique et sociale), de les accueillir et de faire tout cela au grand jour.

Prolétaires de tous les pays, braves gens de tous les espoirs et chevaliers de tous les rêves..., rejoignez-nous et organisons, haut et clair, l'accueil de tous les insoumis et de tous les déserteurs du monde.

Groupe Michel Bakounine

Fédération anarchiste francophone
c/o ADIL, BP 3, 17350 Port d'Envaux
tél 05.46.76.73.10 - fax 05.46.76.82.60
mail *bernard.therese@wanadoo.fr*

Alternative Libertaire

BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles
tél 02/647.98.01 - fax 02/649.40.46
mail *roger.nœl@skynet.be*

École libertaire Bonaventure

35 allée de l'Angle, Chaucre
17190, Saint-Georges d'Oléron
tél/fax 05.46.75.08.92
mail *Bonaventure@wanadoo.fr*

Le genre masculin adopté, ici, pour une simple commodité de langage vaut, bien évidement, pour toutes les désertrices et toutes les insoumises du genre humain.

Lettre ouverte à Daniel Cohn-Bendit

... d'un libertaire qui n'a pas troqué ses convictions contre une belle carrière politique.

Je suis venu le 18 avril au meeting orga-nisé par les Verts parisiens Paris.

Je comptais comprendre mieux votre point de vue et votre mode de fonctionnement et, au besoin exprimer mon opinion, comme autrefois on faisait dans les réunions électorales. J'ai, en effet, beaucoup appris.

Des dirigeants se sont exprimés sur des sujets qui sont plutôt consensuels chez les Verts - participation des jeunes, circulation, hostilité à la bagnole et au nucléaire, critique des agissements de la mairie de Paris, libéralisation des drogues douces.

Lorsqu'il s'est cependant agi d'évoquer la guerre en Yougoslavie, et que lecture a été faite du communiqué résumant la position adoptée par le Comité National des Verts, quelques remous ont vite parcouru la salle. Tout le monde, dès lors, attendait la vedette du jour et ses explications. Nos espérances n'ont pas été déçues. J'ai rarement entendu des propos aussi malhonnêtes que les tiens, et pourtant ces derniers temps on a été gâtés.

Tu as présenté l'intervention de l'OTAN comme une nécessité absolue pour sauver le peuple kosovar de l'épuration ethnique, en disant qu'elle avait trop tardé. Tu as rappelé Hitler, Auschwitz, la deuxième guerre. Tu as dit qu'il fallait se battre pour un Kosovo multi-ethnique, en protégeant ensuite la minorité serbe qui y réside et y résidera encore, et que pour cela il fallait une intervention militaire au sol.

Ceux qui s'opposent à cette logique ont été assimilés aux munichois et généralement rangés sous la rubrique paléo-communistes. Mais quand il y a eu des contestations dans la salle, tu as bien compris de quel bord venaient les critiques et - après avoir dit *Vous pourrez répondre après*, pour calmer les esprits - toi et la brochette des dirigeants de ton parti, vous vous êtes bien gardés de donner la parole ne serait-ce qu'à une seule des voix qui demandaient à s'exprimer.

Mais pourquoi ternir l'image de tolérance des Verts dans un contexte semblable ? L'enjeu devait être de taille ! En effet, vous avez recollé les morceaux le matin, vous avez mis le Parti en ordre de bataille et toute intervention qui pouvait mettre en cause cette belle unité était à écarter : tout en critiquant les paléo-communistes vous avez ainsi mis en pratique les vieilles méthodes de la belle époque du PC que vous semblez critiquer, où les majorités étaient acquises à 99,99% et toute voix difforme expulsée. Les Verts sont un parti jeune, mais les anciennes pratiques le rattrapent vite.

Ce qui se passe au Kosovo n'est pas le produit du hasard, loin de là ; tu as cité le plan d'épuration ethnique dressé par l'académie des sciences de Belgrade et la détermination de Milosevic à le mettre en pratique pendant une décennie, et bien sûr, tu n'as pas passé sous silence les responsabilités de l'État croate dans sa propre purification ethnique.

Tu le compares à Hitler qui a fait ce qu'il disait dans *Mein kampf*. Tu parles des munichois qui osent émettre des doutes sur les finalités humanitaires des bombardements de l'OTAN. Tu dis : *Nous sommes tous responsables*.

Je partage l'horreur pour ce qui se passe au Kosovo et pour ce qui s'est passé en Yougoslavie depuis dix ans. Mais mon désaccord est profond avec le reste de ton analyse.

Premièrement, je crois que pour comprendre ce qui se passe, ce n'est pas dans la deuxième guerre mondiale qu'il faut chercher des antécédents, mais dans celle qui l'a précédée et déterminée : la première ; quand on commence le dépeçage des empires multinationaux au bénéfice des États nationaux qui se forment partout en Europe. L'épuration ne fait que pousser à ses ultimes conséquences la logique intrinsèquement perverse de l'État-nation, qui d'ailleurs montre ses limites au plus haut degré dans les Balkans, où les peuples se sont mélangé pendant des siècles. Les grandes puissances avaient accepté à l'époque des solutions de compromis ; leur comportement des dix dernières années amène plutôt à penser qu'elles acceptent, aujourd'hui, la solution du regroupement ethnique comme le moindre mal pour pouvoir contrôler la situation.

Deuxième remarque : nous serions *tous responsables*. Tu sais parfaitement que nous ne sommes pas responsables de ce que nos États respectifs sont en train de faire. Personne n'a demandé notre avis sur les grandes questions de société (on aurait plutôt tendance à nous taper dessus si on cherche à le donner), que ce soit sur le nucléaire, les transports, les privatisations des services publics ou les sauvetages des banques en faillite. À plus forte raison, on ne nous demande pas notre avis - et aux parlements nationaux non plus - sur une guerre qui reste

toujours non déclarée. Ce qu'on nous demande c'est de nous ranger *du bon côté*.

Or, face, à la propagande serbe, comme à celle des États occidentaux, la seule chose pertinente que nous puissions concrètement faire, c'est de ne pas succomber à la passion guerrière, c'est de garder l'esprit lucide, de dénoncer ceux qui essayent de nous tromper. Car c'est bien de tromperie qu'il s'agit,, quand tu nous racontes par exemple qu'il faut se battre pour un *Kosovo multi-ethnique, où la minorité serbe serait protégée*.

Tu sais bien que les objectifs de Rambouillet (autonomie du Kosovo) étaient un leurre. Tu sais bien que le nettoyage actuel ne fait que continuer et compléter celui déjà opéré en Slovénie, Croatie, Republika Srpska, Herceg-Bozna ou en République Bosniaque musulmane, où des populations fortement mélangées ont laissé la place à des mini États "purs" à 80-90%.

Pendant dix ans, les spécialistes de la question n'ont pas arrêté de dire qu'en Croatie, en Bosnie c'était horrible, mais au Kosovo, ce serait bien pire. Qu'ont fait les États occidentaux - qui aujourd'hui prétendent nous enrôler - pour aider Rugova, pour soutenir l'opposition et les étudiants qui se battaient à Belgrade ou le grand mouvement serbe d'insoumission face à la guerre ?

Tu sais parfaitement que les bombardements de l'OTAN n'ont nullement le but de protéger la population albanaise du Kosovo mais de montrer que l'Occident est capable de taper du poing sur la table, d'imposer sa loi, et que leur effet pratique a été d'accélérer le mouvement d'expulsion d'un côté et de déstabiliser toute opposition interne de l'autre.

Tu sais bien que la possibilité d'une coexistence des Albanais et des Serbes au Kosovo aujourd'hui n'est plus un projet ni un rêve mais de l'histoire ancienne : l'alternative est désormais entre protectorat otanien, partition d'entités purifiées et/ou indépendance, avec toutes les conséquences possibles de recomposition d'une grande Albanie et d'embrasement des pays restés jusque là à l'écart.

Tu sais que ça n'a aucun sens de donner un chèque en blanc aux mêmes États et aux mêmes décideurs qui pendant dix ans n'ont rien empêché de ce redécoupage.

Tu sais bien que personne parmi les citoyens de base n'a le pouvoir de décider quoi que ce soit. Que le choix n'est pas entre l'impuissance et le soutien à l'OTAN : l'impuissance ne se choisit pas. Au mieux, on peut l'avouer honnêtement au lieu de se ranger derrière les arguments de la propagande pro-serbe ou pro-occidentale. Il y aussi ceux qui jouent la mouche du coche (ou du convoi militaire, en l'occurrence), mais c'est un rôle qui est réservé aux vedettes et pas au commun des mortels.

Quand tu dis qu'il faut que la France commence à accueillir les déserteurs serbes, tu oublies que la même France les a expulsés dix ans durant.

Les citoyens de base ont compris que la méfiance envers les États s'imposait, sinon comment expliquer que pendant que Jospin refusait l'entrée des réfugiés kosovars, 300.000 personnes se soient proposées pour en accueillir chez eux ?

Un autre enjeu peu avoué de cette guerre est la constitution d'un nationalisme européen qui soit capable de faire échec aux Américains, et ce n'est pas forcement dans le ringard et pitoyable *Produisons français* de ce qui reste du PC qu'on le trouve. Les porte-drapeaux de ce nouveau nationalisme, c'est souvent dans les rangs d'une gauche plurielle qui gouverne la quasi-totalité des pays d'Europe qu'il faut les chercher aujourd'hui.

J'en profite enfin pour mettre le doigt sur un autre amalgame que tu as fait dans la presse et qui de nos jours tente de nombreux idéologues "humanitaires" : le rapprochement entre la révolution espagnole et la guerre déchaînée par les nationalismes post-yougoslaves. Or, mis à part le fait qu'il s'agit bien d'une guerre - avec son cortège d'expulsés, de déportés, de peurs, de misères, de souffrances, de prévarications contre les civils, comme dans toutes les guerres - il n'y a vraiment rien de commun avec la guerre civile espagnole. Ni le contexte international, ni les responsabilités, ni les forces sur le terrain, ni les mobiles

politiques, économiques, sociaux, idéaux. Il n'y a rien de commun entre la tentative de s'opposer - à travers une révolution sociale - au fascisme international triomphant et qui prépare une guerre mondiale et le recyclage de la bureaucratie yougoslave en plusieurs groupes dirigeants nationalistes - qui en Bosnie n'ont pas hésité à s'allier entre eux pour marginaliser les "partis citoyens", partisans de l'unité multi-ethnique de l'autre. La propagande de l'OTAN n'a rien à voir avec la révolution espagnole. Malheureusement, aujourd'hui elle n'a plus grand chose à voir non plus avec la préservation de la multi-ethnicité dans les Balkans...

Gianni Carrozza

Comment faire la guerre à la guerre

Jean Bricmont

Rarement, une guerre menée contre un pays souverain, dont on ne prétend même pas qu'il représente une menace quelconque pour les pays qui l'attaquent, aura bénéficié d'autant de soutien de la part des médias et des intellectuels, en particulier de gauche [1]. Il faut d'abord analyser les arguments invoqués pour justifier cette attitude, et après avoir montré qu'aucun d'entre eux ne tient la route, se poser des questions plus profondes sur les sources de cette dérive, ce que je ne ferai pas ici. Je répondrai seulement aux arguments que j'ai pu trouver dans la presse ou sur le Web et dans les nombreuses discussions que j'ai eues ou que j'ai entendues. Je les aborderai par ordre croissant de difficulté (de mon point de vue). J'utiliserai abondamment des analogies avec des situations tirées de la vie courante. On peut évidemment critiquer la façon dont je choisis mes analogies, mais le principe me semble légitime : en effet, comment établir des jugements moraux si ce

n'est en se référant à notre appréhension intuitive de ce qui est bien ou mal ? Cette remarque banale est d'autant plus importante que nous vivons dans un univers intellectuel dominé par une série d'experts (par exemple, en relations internationales) qui nous présentent la réalité d'une façon telle que des jugements que nous considérerions comme parfaitement absurdes s'ils étaient *traduits* dans des situations liées à l'expérience ordinaire, finissent par paraître acceptables.

La guerre est déclenchée pour des raisons humanitaires

Cet argument, comme tel, est indéfendable et peu de gens aujourd'hui le défendent encore (bien qu'il fasse toujours partie du discours sur *l'obligation morale* de faire la guerre). Envisageons un instant l'hypothèse que les pays de l'OTAN, et en particulier les États-Unis, aient une politique étrangère dictée par des mobiles "idéalistes". Alors comment expliquer les faits suivants : lorsque le Pakistan a massacré en 1971 des centaines de milliers de Bengalis (exerçant leur droit à l'auto-détermination), la politique américaine s'est, comme le disait Kissinger, *penchée en faveur du Pakistan*. Lorsque l'Indonésie a envahi le Timor Oriental, tuant un tiers de la population (200.000 victimes), elle reçut armes et soutien diplomatique de Washington et de Londres. On demanda, il y a quelques semaines, à un représentant de la Maison Blanche si les États-Unis soutenaient l'indépendance du Timor Oriental ; *Pas que je sache*, répondit-il. Un rapport récent de l'ONU montre que 200.000 personnes ont été tuées au cours des années 80 au Guatémala, avec le soutien des États-Unis, qui étaient parfaitement conscients de ce qui se passait. Lors d'une visite récente en Amérique Centrale, Clinton s'est d'ailleurs *excusé*. Plus près de nous, les Kurdes ne demandent pas qu'on bombarde Ankara. Ils demandent, sans l'espérer vraiment, que les États-Unis (et l'Allemagne) cessent de livrer des armes au régime qui les assassine. Résultat : rien. Aucun des théologiens modernes qui travaillent dans les médias et les instituts de relations internationales à justifier l'injustifiable n'a jamais réussi à donner une explication plausible de ces faits (et de bien d'autres, l'attitude la France au Rwanda par exemple) sur la base de l'hypothèse que la politique des grandes puissances est dictée par des mobiles nobles.

C'est donc cette hypothèse qu'il faut rejeter. Ceci n'est pas de l'anti-américanisme primaire, c'est de la lucidité primaire. Pourquoi imaginer une seconde que dans un monde où l'apologie de l'égoïsme entre les individus règne sans partage, les relations entre États, les plus froids des monstres froids, seraient dictées par des considérations altruistes ?

Notons qu'on ne réfute pas l'argument donné ci-dessus en disant que ce n'est pas parce que les Américains ne font rien ailleurs qu'ils ne peuvent pas intervenir dans ce conflit-ci. En effet, ils ne font pas rien ailleurs. Si un pays livrait massivement des armes à Milosevic pour tuer des Kosovars, personne ne dirait qu'il ne fait *rien*. Pourtant, c'est exactement ce que font les États-Unis en Turquie et en Indonésie : armer (et soutenir diplomatiquement) les bourreaux.

Indépendamment des mobiles, la guerre est légitime

On peut soutenir que les mobiles subjectifs des puissances alliées ont peu d'importance (sans doutes les mobiles ne sont-ils jamais tout à fait purs), mais que l'intervention est néanmoins légitime au vu de l'urgence humanitaire. Bien sûr, dira-t-on, la guerre viole le droit international, mais le respect des droits de l'homme instaure une espèce de droit supérieur, celui d'ingérence humanitaire. Bien entendu, ce droit devrait être la prérogative de l'ONU, mais comme celle-ci était inefficace dans la crise des Balkans, il fallait bien que quelqu'un passe à l'action et, vu les rapports de force existant dans le monde, ce quelqu'un ne pouvait être que l'OTAN.

Tout d'abord, il n'est pas vrai qu'une action est légitime indépendamment des intentions et de la nature de celui qui l'exerce. Si la maffia décide d'éliminer un gang rival, cette action n'a pas la même légitimité que si la police le fait. Pourquoi ? Simplement parce que les conséquences d'une action sont toujours multiples et complexes et que, dans le cas imaginé, une des conséquences est de renforcer le pouvoir de la maffia.

Pour prendre un exemple plus réaliste et plus proche du conflit, l'Iran a proposé d'envoyer des troupes lors du conflit en Bosnie-Herzégovine, pour soutenir les Musulmans assiégés par les Serbes. Personne, dans ce qu'on appelle pudiquement la *communauté internationale*, c'est-à-dire les grandes puissances, n'a prêté attention à cette proposition. Les raisons sont évidentes : le but présumé de l'Iran dans cette affaire était d'accroître son influence et son prestige ; de plus, l'Iran n'est pas particulièrement attaché aux droits de l'homme et donc passait pour être un intervenant illégitime dans la résolution de ce conflit. Mais tout ce qui a été mentionné au point 1, montre que les mêmes considérations valent pour les pays de l'OTAN (le fait que ces pays respectent en général plus les droits de l'homme à l'intérieur de leurs frontières que ne le fait l'Iran n'est pas une bonne objection : en effet, il s'agit ici uniquement de politique extérieure et d'accroissement des zones d'influence).

Mais la critique peut aller beaucoup plus loin. La cause immédiate de la guerre est le refus par la Yougoslavie de signer les accords de Rambouillet. Mais si on lit ces accords, ce que peu de journalistes ou d'hommes politiques ont fait avant de prendre position dans ce conflit, on découvre des choses pour le moins étonnantes (le texte complet des accords est disponible, en anglais, sur le site du Monde Diplomatique, http://www.monde-diplomatique.fr/)

L'aspect le plus important de ces accords concerne l'annexe B, qui définit le statut de la *force d'implantation militaire multinationale*. On y découvre (section 8) que *le personnel de l'OTAN bénéficiera, ainsi que leurs véhicules, bateaux, avions et équipements, du droit de libre passage, sans restriction aucune, à travers tout le territoire de la république fédérale yougoslave, y compris l'espace aérien et les eaux territoriales associés. Cela incluera, mais ne sera pas limité, au droit de bivouac, de manœuvre, de logement et de l'utilisation de tout endroit ou installation requis à des fins d'appui, d'entraînement et d'opérations*. Notons qu'il s'agit bien de tout le territoire yougoslave, pas seulement du Kosovo. L'OTAN pourra utiliser gratuitement les aéroports, les routes, les chemins de fer, les ports et les télécommunications (sections 11 et 15). Son personnel sera protégé contre toute poursuite

ou enquête faite par les autorités yougoslaves (sections 6 et 7). Dans le reste de l'accord, on trouve des détails curieux, par exemple que l'économie du Kosovo sera régie par les principes du marché libre (chapitre 4a, article 1). On peut penser ce qu'on veut du *marché libre*, mais on peut difficilement soutenir que la privatisation des mines du Kosovo (par exemple) fait partie, d'une façon non négociable, d'un accord de paix.

On peut alors se poser des questions en chaîne : premièrement, quel pays souverain accepterait un tel plan qui lui est *proposé* comme un tout à prendre ou à laisser (sous menace de bombardements) ? Réponse : aucun. C'est le type d'accord qu'on impose à un pays vaincu militairement. Ensuite : pense-t-on sérieusement que les diplomates professionnels qui représentaient les pays de l'OTAN à Rambouillet ne savaient pas que l'accord qu'ils proposaient était inacceptable ? Comment considérer les propositions du G8 qui parlent de revenir aux accords de Rambouillet comme un véritable pas en avant dans la recherche d'une solution pacifique (par opposition à une manœuvre visant à endormir l'opposition à la guerre) ? Finalement, comment se fait-il que des centaines de journalistes, même parmi ceux qui sont les moins susceptibles d'être favorables à l'OTAN, répètent sans arrêt que cet accord léonin montre qu'on a épuisé toutes les voies diplomatiques, que c'est la Yougoslavie qui est intransigeante et que seules les frappes peuvent *protéger les Kosovars*. En fait, la partie civile de l'accord (concernant l'autonomie du Kosovo) était largement acceptée par la Yougoslavie. C'est la partie militaire qui faisait problème. Mais quand on voit ce qui était exigé là par les Occidentaux, on n'est pas surpris.

Lorsque Monsieur Jospin dit que ceux qui s'opposent aux frappes ne proposent aucune autre solution, il sait parfaitement que c'est faux. Il y avait sans doute moyen de négocier, mais pour que les négociations aient une chance d'aboutir, il fallait les mener sincèrement. Pourquoi refuser tout rôle à la Russie si ce n'est pour des raisons stratégiques qui n'ont rien à voir avec la recherche de la paix ? La vérité c'est qu'avant Rambouillet, les États-Unis avaient décidé de faire la guerre et que la conférence n'a été qu'une mise en scène, malheureusement

relayée par des médias trop peu lucides et uniquement destinée à convaincre l'opinion publique.

Peut-être l'intervention est-elle illégitime, mais ses effets sont néanmoins positifs

Cette thèse, fréquemment soutenue au début de la guerre, devient de plus en plus indéfendable. Comment ? Toute la Serbie et le Kosovo en ruines, des milliers de morts, des centaines de milliers de réfugiés, le droit international bafoué, une pollution chimique et peut-être nucléaire gigantesque et des dépenses militaires colossales qui, à elles seules, permettraient de soulager un encore bien plus grand nombre de misères dans le monde que celles qu'elles causent. Et tout cela pour quoi ? Pour permettre aux troupes de l'OTAN de *bivouaquer* dans toute la Yougoslavie (puisque l'analyse de l'accord de Rambouillet montre que l'autonomie du Kosovo, acceptée par les Serbes, n'était pas réellement l'objet de la guerre).

L'aspect le plus absurde des arguments bellicistes consiste à soutenir que la guerre était nécessaire *pour stopper le nettoyage ethnique*. De quoi parle-t-on ? De la situation avant le 24 mars (date du début des bombardements) ou après ? Personne ne peut nier que la situation a fortement empiré après le 24 mars. Rien n'illustre mieux cette thèse que certains documents émanant du ministère allemand des affaires étrangères (dont je ne cite que des extraits ; les textes complets, transmis par l'association internationale des juristes contre les armes nucléaires, sont disponibles en anglais sur le site http://www.zmag.org). Des tribunaux allemands ayant à statuer sur des demandes d'asile de réfugiés kosovars reçoivent les informations suivantes du ministère des affaires étrangères : *Même au Kosovo, on ne peut pas vérifier qu'il y ait une persécution politique explicite liée à l'appartenance à l'ethnie Albanaise. L'Est du Kosovo n'est toujours pas concerné par le conflit armé. La vie publique dans des villes comme Pristina, Urosevac, Gnjilan, etc... a continué, pendant tout le conflit, sur une base relativement*

normale. Les actions des forces de sécurité n'étaient pas dirigées contre les Albanais du Kosovo en tant que groupe ethnique, mais contre l'opposition armée et ses soutiens réels ou supposés (Rapport de renseignements émanant du Ministère des Affaires Etrangères Allemand, destiné au tribunal administratif de Trier ; 12 janvier 1999). D'autres rapports du même ministère indiquent que *selon les estimations du Ministère des Affaires Etrangères, les personnes Albanaises du Kosovo (et leurs familles proches) ont toujours des possibilités limitées de s'installer dans les parties de Yougoslavie où leurs compatriotes ou leurs amis vivent déjà et sont prêts à les accueillir et à les aider* (Rapport de renseignements émanant du Ministère des Affaires Etrangères Allemand, destiné au tribunal administratif de Bavière, Ansbach ; 6 janvier 1999). Bien entendu, sur la base de ces informations, les tribunaux allemands se sont empressés de débouter les demandeurs d'asile ; le 15 mars 1999, un tribunal de Münster écrit : *Les Albanais du Kosovo ne sont pas et n'ont pas été exposés à des persécutions en tant que groupe ni au niveau régional, ni au niveau du pays, en République Fédérale Yougoslave*. Neuf jours plus tard, une pluie d'obus s'abattait sur la Yougoslavie, pour *protéger les Kosovars*.

En fait, ce sont ceux qui insistent le plus sur les massacres commis aujourd'hui qui donnent les meilleurs arguments aux adversaires de l'OTAN. En effet, ou bien on justifie la politique de l'OTAN par ses intentions, mais, comme on l'a vu plus haut, ce n'est pas crédible, ou bien par ses conséquences. Mais si les conséquences ne font qu'empirer la situation des gens qu'on prétend aider, alors on se retrouve dans la situation de ces médecins qui justifiaient de nouvelles saignées par le fait que, suite aux saignées précédentes, la situation du malade n'avait fait que s'aggraver. Et encore, la comparaison est très imparfaite : les médecins en question ignoraient l'effet des saignées, alors que la réaction des Yougoslaves au Kosovo était parfaitement prévisible ; et prévue : le général Wesley Clark a déclaré : *les autorités militaires ont pleinement anticipé l'approche perverse que Milosevic adopterait ainsi que la terrible efficacité avec laquelle il la metterait en œuvre* (Newsweek, 12 avril 1999). Quel pays au monde se laisserait entièrement détruire par une superpuissance agissant officiellement au

nom d'une minorité ethnique sans défense et dont les citoyens et l'armée ne s'attaqueraient pas à cette minorité ? Imaginons un instant ce que les partisans du Front National feraient en France si le monde arabe, devenu suffisamment puissant, décidait de bombarder massivement la France *pour protéger les immigrés*.

Comme les partisans de l'OTAN se rendent plus ou moins compte de l'absurdité de cet argument, ils en avancent un autre. L'épuration ethnique était *planifiée* et se serait passée de toute façon. Imaginons qu'un général japonais justifie l'attaque contre Pearl Harbour en disant que l'internement dans des camps de tous les citoyens japonais aux États-Unis qui a fait suite à cette attaque était planifiée, se serait passée de toute façon et justifie par conséquent cette attaque. Je ne pense pas qu'il serait pris très au sérieux. L'argument est pernicieux parce qu'il est irréfutable : on ne peut pas dire avec certitude ce qui se serait passé si l'attaque du 24 mars n'avait pas eu lieu. Mais il y a plusieurs faits gênants pour cette thèse (critiquée plus en détail par l'analyste suédois Jan Olberg sur http://www.transna tional.org) ; tout d'abord, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de publicité faite pour ces plans avant le 24 mars ; d'ailleurs, on n'a pas menacé les Serbes de représailles s'ils mettaient en œuvre ces plans ; au contraire, on les a menacés de représailles s'ils ne signaient pas les accords de Rambouillet, qui étaient une vulgaire provocation. Si ces plans existaient et étaient *secrètement* connus, alors cette attitude était pour le moins irresponsable. Finalement, on n'a rien prévu pour s'occuper des réfugiés que la mise en œuvre du *plan* allait inévitablement amener.

De plus, lorsqu'on essaye de justifier une action par ses conséquences et non par la noblesse des intentions qui l'animent, il faut tenir compte de *toutes* ses conséquences. Et pour les connaître et les évaluer objectivement, il faudra attendre la fin de la guerre, et bien au-delà. Tenir compte des voisins de la Serbie qui seront peut-être déstabilisés, des nouveaux conflits que ce conflit-ci engendrera : il y a eu un enchaînement de crises, depuis le début de la dissolution de la Yougoslavie ; on peut raisonnablement penser que la crise en Bosnie est liée à la façon dont l'indépendance de la Croatie a été imposée et que le

conflit actuel est lié à la façon dont la crise bosniaque a été temporairement résolue ; par exemple, des centaines de milliers de Serbes ont été expulsés de Croatie, brutalement et avec l'appui de l'Occident ; certains d'entre eux ont été *relogés* au Kosovo. Les gens qui appuient la guerre doivent se rendre compte que l'action guerrière obéit a une certaine dynamique. Des animosités survivront à la guerre et en provoqueront peut-être d'autres (pensons au rôle que les souvenirs de la deuxième guerre mondiale a joué dans les conflits liés au démantèlement de la Yougoslavie). Il faut également tenir compte de la façon dont on va punir les Serbes pour avoir osé défier les États-Unis : ce n'est nullement une spéculation gratuite. D'après des organisations humanitaires, près d'un million d'Irakiens sont morts des suites d'un embargo que plus rien ne justifie, si ce n'est justement la volonté de punir l'Irak. Evidemment, dans le cas des Serbes, comme dans celui de l'Irak, la punition s'exercera loin de l'attention des médias et de la *communauté internationale*. Les rares groupes qui s'intéresseront à ce *problème* ne pourront pas faire entendre leur voix. Comme pour les Kurdes irakiens, ce ne sera plus d'actualité.

Et les Kosovars dans tout cela ?

Il n'y a pas de doute que pas mal de Kosovars, et plus généralement d'Albanophones, soutiennent les bombardements de l'OTAN et, en tout cas, c'est ce que fait l'UCK. Ils souhaitent même une intensification de ces bombardements et l'intervention de troupes au sol. En fait, les déclarations de Kosovars sont devenus pratiquement le seul argument encore utilisable par les bellicistes. Mais c'est un peu comme justifier la première guerre mondiale ou la guerre du Vietnam en utilisant uniquement les déclarations de soldats ayant combattu sur le terrain. Bien sûr, plusieurs d'entre eux en avaient marre de la guerre, mais c'est malheureusement un réflexe assez naturel de faire porter la responsabilité de ses malheurs sur ses ennemis les plus immédiats, sans plus réfléchir. Donc, hier, aux Allemands ou aux Vietnamiens et aujourd'hui, pour les Albanais, aux Serbes. Alors que des *spécialistes* confortablement installés dans leurs bureaux à Londres ou à Paris sont incapables d'analyser les enjeux de cette guerre, de lire les accords de

Rambouillet ou de faire preuve d'esprit critique à l'égard de l'OTAN, comment s'attendre à ce que des réfugiés qui cherchent à sauver leur peau entre les milices Serbes et les bombes le fassent ? Mais pensons un moment aux responsables (par exemple de l'UCK) qui appelaient l'OTAN à bombarder. Imaginons une maison dans laquelle un groupe retient des otages. Abandonnant toute négociation, la police lance l'assaut. Les otages sont tués. Evidemment, l'assaut de la police ne justifie pas la tuerie, mais l'action de la police serait néanmoins irresponsable. Mais que penserait-on de parents et d'amis des otages qui *appelleraient* la police à lancer l'assaut ? Rien, évidemment, parce que cette attitude est tellement insensée qu'elle ne se produit jamais. Imaginons que dans le temps, l'Union Soviétique (en supposant qu'elle en ait eu le désir et les moyens) ait décidé de mettre fin à l'apartheid en bombardant massivement l'Afrique du Sud. Ou aux guerres d'Algérie et du Vietnam en bombardant massivement la France et les États-Unis. Aucun opposant à ces politiques répressives et à ces guerres, et sûrement aucune personne réellement préoccupée par le sort des Noirs Sud-Africains, des Algériens ou des Vietnamiens n'a jamais proposé ou souhaité une *solution* pareille. Les raisons, qui sautent aux yeux dans ces cas-là, sont également valables dans la situation actuelle et permettent de réfléchir à l'intelligence ou à la sincérité de ceux qui appuient la guerre au nom des Kosovars.

Oui, mais on devait quand même faire quelque chose !

D'abord, ce n'est pas vrai. Personne n'a l'obligation morale d'aggraver une situation qui est déjà tragique. On ne charcute pas au bistouri quelqu'un qui meurt *pour faire quelque chose*. Si on ne sait pas comment améliorer une situation tragique, il vaut mieux ne rien faire.

Mais cette remarque élémentaire laisse de côté le problème fondamental, à savoir qui est le *nous*. D'une part, il y a les alliances militaires entre gouvernements et, d'autre part, il y a les citoyens. Comme les premiers sont *en principe* contrôlés par les seconds dans les pays démocratiques on cède facilement à l'illusion que eux c'est nous. Pourquoi est-ce une illusion ? Premièrement, il est évident que les

considérations de politique extérieure jouent un rôle quasiment nul dans les élections [2].

Donc, le contrôle démocratique y est pratiquement absent. Ensuite, c'est dans ce domaine que les médiamensonges sont les plus gros et les plus faciles à perpétrer. Si la police belge chassait des centaines de milliers de gens de leur domicile, ce serait difficile à cacher. Mais si la même chose se passe avec des Serbes en Croatie et que les médias considèrent que cette nouvelle n'est pas importante, personne ou presque n'en saura rien. Or, si l'information est manipulée ou systématiquement biaisée, la démocratie est une farce [3].

Finalement, on peut remarquer que lorsque l'opinion exprime un choix clair, c'est dans le domaine de la politique étrangère qu'il est le plus difficile de l'imposer aux gouvernements. La guerre du Vietnam était devenue impopulaire longtemps avant qu'on ne cherche à y mettre fin.

Après la guerre du Golfe, pas mal de gens voulaient qu'on intervienne en faveur des Kurdes et des Chiites et le résultat fut pour le moins mitigé.

Par ailleurs, il est difficile de croire que, si les faits étaient connus (souffrance de la population et faiblesse militaire du pays), l'embargo contre l'Irak jouirait d'un fort soutien populaire ; mais ils ne sont pas connus et ne peuvent pas l'être. Si la Serbie est vaincue, les conditions les plus inhumaines pourront lui être imposées et *nous*, les citoyens, ne pourront rien y faire. Si nous murmurons *et pourquoi ne pas s'occuper des Kurdes à présent (ou des Palestiniens ou des Timorais)*, on nous répondra que ce n'est pas à l'ordre du jour. L'OTAN sera renforcé idéologiquement, ses budgets militaires accrus et il sera simplement prêt pour de nouvelles aventures.

Il faut simplement cesser d'identifier les citoyens aux alliances militaires de leur pays en invoquant l'existence d'institutions démocratiques. Bien sûr, il faut chercher à influencer ces alliances, mais en les considérant comme des ennemis à combattre et sur lesquels diverses formes de résistance permettent d'exercer une pression, pas comme si elles étaient des forces réellement au service de la démocratie et des droits de l'homme.

Une fois que la guerre est enclenchée, il faut la poursuivre, y compris par une intervention terrestre, afin préserver notre "crédibilité"

Les gens qui soutiennent l'intervention terrestre n'ont soit pas de cœur, soit pas de cerveau. En effet, tout le monde admet que les bombardements ont empiré la situation des Kosovars. Qu'imagine-t-on ? Va-t-on envahir la Yougoslavie en 24 heures ? Je ne connais rien à l'art de la guerre, mais cela ne semble pas être l'avis des experts. Supposons que le conflit terrestre dure ne fût-ce que quelques jours. Que se passerait-il avec les Kosovars restés en Yougoslavie ? Ceux-là même qui dénoncent le plus violemment les exactions doivent s'attendre à ce que celles-ci s'intensifient lorsque les soldats yougoslaves tomberont par milliers sur le front. Après tout, les exactions commises actuellement sont une vengeance exercée contre une population percue comme responsable des malheurs de la Yougoslavie. Si ces malheurs sont décuplés, que se passera-t-il ? Il y a toujours moyen de tuer plus de gens demain qu'on ne le faisait hier.

En plus, quelle crédibilité faut-il protéger ? La maffia aussi mène différentes *actions* de représailles pour maintenir sa crédibilité. La crédibilité de l'OTAN et des États-Unis n'est pas fondamentalement différente : c'est celle de gendarmes du monde.

On commence par imposer un diktat à Rambouillet ; ensuite, on bombarde pour maintenir notre *crédibilité* ; si ça ne marche pas, il faut intensifier la guerre et envoyer des troupes au sol ; et si ça ne marche toujours pas, que faudra-t-il faire ?

Quelques brèves remarques sur la souveraineté nationale et les droits de l'homme

Un intense débat anime certains milieux : peut-on violer la souveraineté nationale au nom des droits de l'homme ? Peut-on tout laisser faire à certains dictateurs à l'intérieur de leurs frontières ou faut-il faire *évoluer le droit* de façon à légaliser les interventions humanitaires ? Outre qu'à mon avis l'issue de ce débat n'a aucune importance pour évaluer le conflit actuel (puisque l'OTAN ne cherche ni ne contribue à défendre les droits de l'homme), on ne peut s'empêcher de faire quelques remarques. Premièrement, pendant toute la période coloniale, il y avait beaucoup moins de frontières qu'aujourd'hui et rien n'interdisait aux grandes puissances d'intervenir pour faire respecter les droits de l'homme à l'intérieur de leurs empires coloniaux. On sait ce que cela a donné.

Deuxièmement, il y a dans le monde des dizaines de millions de réfugiés tout à fait *légitimes*, c'est-à-dire qui sont réellement persécutés et qui ne sont pas *simplement* des réfugiés économiques. Mais qu'est-ce qui interdit à ces réfugiés de venir chez nous si ce n'est l'inviolabilité des frontières, qui est un aspect de la souveraineté nationale ? Et, évidemment, le fait qu'ils ne peuvent venir se réfugier chez nous aggrave leur situation du point de vue des droits de l'homme.

Finalement, les inégalités de richesse dans le monde dépendent également du principe de la souveraineté nationale. Imaginons que la Belgique et le Congo soient restés *unis*, mais sur une base démocratique. Il n'est pas douteux qu'un parlement commun, où les africains seraient majoritaires imposerait un certain transfert des ressources du nord vers le sud. Et il est fort probable que ce soient les plus riches, c'est-à-dire les Belges, qui réclameraient alors leur indépendance. Comme le font certains citoyens du nord de l'Italie ou de Flandre, pour les mêmes raisons économiques. Les différences de richesse ne violent peut-être pas directement les droits de l'homme, mais quand elles sont si extrêmes qu'elle mènent à l'esclavage des enfants, elles y sont liées.

Bref, si on y réfléchit, on s'aperçoit qu'un des principaux antagonismes entre droits de l'homme et souveraineté nationale est lié aux contraintes institutionnelles évoquées ici.

Oui, mais, quand même, Milosevic...

Pour éviter toute ambiguïté, je commencerai par souligner que si des personnes pensent nécessaire de critiquer Milosevic sur la base d'informations fiables et qu'il sont suffisamment attentifs aux pièges de la propagande, je n'y vois aucune objection. J'ai moi-même une opinion sur lui, ainsi que sur beaucoup d'autres dirigeants dans le monde, qui est loin d'être positive, tout en sachant que cette opinion repose sur des informations très partielles. Mais j'objecte violemment à la pression morale exercée par les bellicistes sur les opposants à la guerre et qui consiste à exiger que nous dénoncions aussi Milosevic ou que nous nous opposions *symétriquement* à l'OTAN et à l'épuration ethnique. En effet, de notre point de vue, il n'y a pas de symétrie. Je n'ai jamais donné un sou au gouvernement yougoslave, ni aidé à former un seul de ses militaires. Par contre, je paie des impôts pour financer l'OTAN et j'ai formé et collaboré avec des scientifiques qui travaillent pour le Pentagone ou la CIA. Le gouvernement de mon pays est coupable de violations du droit international et de crimes de guerre ; il est même poursuivi pour cela devant des tribunaux internationaux et les actes d'accusation (disponibles sur http:// www.zmag.org/press_ release.htm) sont impeccables sur le fond ; bien sûr notre gouvernement ne sera pas condamné ou, s'ils l'est, rien ne lui arrivera, mais cela n'est pas un argument d'un point de vue moral. Notre responsabilité est totalement asymétrique. Nous sommes d'abord responsables des crimes commis par *notre* camp, entre autres parce que c'est sur celui-là et sur celui-là seul que nous pouvons, comme citoyens, exercer une certaine pression.

Imaginons un citoyen allemand qui condamne en 1941 l'agression de son pays contre l'Union Soviétique. Lui répondra-t-on : oui, mais quand même, ni Staline...

L'OTAN n'est pas Hitler, ni Milosevic Staline d'ailleurs, mais la comparaison est éclairante. En effet, les médias exercent un pression absolument ignoble en faisant comme si les opposants à la guerre étaient en quelque sorte complices du malheur des Kosovars. Mais de deux choses l'une : ou bien les bellicistes nous donnent un argument valable montrant que la politique de l'OTAN permet ou devrait permettre, ou tend à etc... améliorer la situation dans les Balkans ou bien ils n'en donnent pas. Si, comme c'est le cas, ils n'en donnent pas, notre devoir moral comme citoyens de pays de l'OTAN est de tenter de stopper cette machine infernale, un point c'est tout. Pas nous laisser intimider par des professeurs de morale parfaitement hypocrites qui nous enjoignent de condamner les actions d'un gouvernement dont nous ne sommes nullement responsables.

D'aucuns pensent que, pour des raisons pragmatiques, il faut procéder à des condamnations *symétriques*. En effet, diront-ils, il est impossible de convaincre certaines personnes si on ne le fait pas. Mais dès qu'on s'occupe de condamner certaines actions dont notre gouvernement n'est pas directement responsable, où s'arrêter ? Faut-il évaluer l'action de l'UCK, les accords de Dayton, la façon dont la Yougoslavie a été démantelée ? Les intellectuels sont friands de ce genre de débats, mais un examen impartial de l'histoire devrait leur enseigner une certaine modestie. Les intellectuels doivent avant tout démasquer la propagande qui domine le pays où ils vivent. S'ils ont des solutions à proposer concernant des drames qui se passent à des milliers de kilomètres de chez eux, qu'ils le fassent, mais ce n'est pas la première chose à faire, et on ne peut que leur conseiller la prudence. Pensons au nombre de personnes de bonne volonté qui ont condamné l'intransigeance des Yougoslaves à Rambouillet sans même lire le texte des accords. Et si des gens *bien intentionnés* sont incapables de réagir rationnellement face à la propagande à laquelle ils sont soumis, alors il faut simplement leur dire que ce type de réactions ne sert et n'a jamais servi aucune cause valable.

Que faut-il faire ?

Il faut unir toutes les forces qui peuvent l'être pour arrêter cette guerre et par là je veux dire arrêter l'OTAN. Mais il faut être conscient du fait que les citoyens n'ont absolument pas les moyens de résoudre tous les problèmes dans le monde. S'ils arrivaient à arrêter la violence de leurs gouvernements et à les empêcher de commettre des crimes de guerre, ce serait déjà magnifique. En particulier, il est improductif de nous diviser à l'infini sur ce qu'il faudrait faire au Kosovo ou analyser toute l'histoire de la Yougoslavie, de l'UCK ou de Milosevic. Si des gens veulent le faire et sont capables de le faire avec rigueur, tant mieux. Mais les citoyens ne sont pas supposés faire une thèse de doctorat sur histoire des Balkans avant de porter un jugement sur l'action de leur gouvernement. Il leur suffit de pouvoir réfuter les mensonges les plus grossiers de la propagande, de voir qu'on n'a pas cherché honnêtement à négocier, que l'action de l'OTAN ne permet nullement d'améliorer la situation, que cela était prévisible depuis le début et qu'il est d'ailleurs fort peu probable que cela ait jamais été le but poursuivi par l'OTAN. Une fois que tout cela est établi, et cela peut l'être sur base de documents publiquement disponibles, il faut condamner l'OTAN et tout faire pour l'arrêter. On peut s'unir là-dessus en mettant de côté nos divergences d'opinion sur Milosevic ou sur l'UCK. Toutes nos actions doivent avoir, comme lors de la guerre du Vietnam, un seul but : augmenter le coût de la guerre pour l'OTAN en créant un maximum d'opposition à l'arrière. C'est le peuple grec, qui bloque les trains emmenant les troupes au front, qui donne à mon sens le meilleur exemple de ce qu'il faut faire.

Les pacifistes, les écologistes et les socialistes qui se sont laisser entraîner dans le soutien à cette guerre doivent retrouver un minimum de lucidité.

Il faut recréer un mouvement pacifiste international, véritablement indépendant des gouvernements et détaché des fantômes de la guerre froide qui exigerait, dans le conflit actuel, un arrêt immédiat des bombardements et une retour aux négociations.

Et insister pour que toutes les atrocités commises avec l'aide des puissances occidentales reçoivent la même attention de la part des

médias et la même considération humanitaire que celles commises au Kosovo.

Jean Bricmont
co-auteur avec Alan Sokal
des "Impostures intellectuelles" (éd. Odile Jacob)

[1] Petite anecdote à ce sujet : on demandait récemment à un spécialiste des questions militaires s'il ne pensait pas qu'il était *encourageant* de voir une guerre menée en faveur de l'Occident par la génération des années 60 (Solana, Clinton, Schröder, Blair) qui s'était opposée à la guerre du Vietnam. Pas du tout, répondit-il, cette guerre est menée de façon bien plus cruelle et inefficace que si elle avait été menée par des militaires professionnels.

[2] Avec la commercialisation de la vie politique à laquelle on assiste, il est d'ailleurs difficile de soutenir qu'il existe encore un quelconque enjeu réel qui joue véritablement un rôle dans les élections.

[3] C'est d'ailleurs un des arguments qu'on utilise vis-à-vis de Milosevic, qui après tout est un président élu lors d'élections à plusieurs candidats.

EN DÉBATS AVEC LES VERTS

Écolo, macho !

Les premières prises de position d'Écolo sur la guerre non-déclarée à la Yougoslavie, qui tout en déplorant les frappes les considérait comme inévitables, reflétaient un manque d'analyse, d'indépendance intellectuelle et de lucidité qui n'étonnera que les naïfs : l'intelligence est un obstacle à la conquête du pouvoir.

Je ne dis pas ça de gaîté de cœur : j'ai un faible pour les Écolos, les premiers, je veux dire. Ils étaient acquis à une conception vivante de la vie, ce qui est miraculeux par les temps qui courent. Leur sensibilité aux signes avant-coureurs de la merde absolue en train de nous noyer les avait entraînés vers une réflexion de moins en moins saucissonnée, de plus en plus *réaliste* de l'actualité et du comportement des sociétés industrielles. La plupart se laissait enfin gagner par une inspiration que je qualifierai de féminine, bien que je sache pertinemment qu'il ne suffit pas de naître fille pour poser sur les vivants un regard compatissant et protecteur... mais enfin, c'est dans la plupart des cas avec les femelles vivipares qu'apparaît cette aptitude du vivant à se préoccuper durablement d'autres vies que la sienne propre.
Les Écolos et moi, on a divorcé quand une majorité d'entre eux ont décidé de distraire leur énergie et leur intelligence à la fondation d'un parti politique. La rupture ne fut pas une chose facile, mais même si je n'avais eu cent fois l'occasion de vérifier la corruption des idéaux premiers, les gesticulations actuelles des partis écolos face à la guerre en Yougoslavie auraient confirmé le bien-fondé de mes suppositions.

Aujourd'hui, les Écolos veulent montrer au peuple qu'ils ont des couilles, faut pas les prendre pour des gonzesses. *Dura lex* mais tant pis, les barbares apprendront la démocratie de gré ou de force, à coups de missiles, de misère, de désespoir et qui aime bien, châtie bien.

Les choses ne sont cependant jamais simples. Apparemment, l'arrivée récente dans les rangs du parti de Josy Dubié, ex-correspondant de guerre à la RTBf - troisième sur la liste au Sénat -, a fait basculer les positions : comme souvent avec les nouveaux, un souffle d'air frais qui ne dure généralement pas longtemps.

Le débat

La régionale Écolo de Verviers organisait un débat, ce 3 mai dernier, le lendemain de la manifestation à Bruxelles. Précisément avec Josy Dubié en vedette. Il y avait aussi Olivier Corten, spécialiste en droit international de l'ULB, Delaunnoy, représentant d'un organisme au nom

à tiroirs dans lesquels se trouvent les mots de réconciliation et de paix, et Demoulin, expert militaire du GRIP. J'y suis allée.

Positivons avant toute chose : aujourd'hui, Écolo condamne les bombardements, la guerre au sol, en un mot toutes les formes d'agression armée, et demande que les ressources financières et humaines disponibles pour la boucherie soient consacrées à un règlement négocié de la situation du Kosovo. Mais les raisons invoquées sont toujours limites et ne vont jamais au fond. Le pourquoi, le depuis quand, le comment des choses, les objectifs de toute cette juteuse entreprise sont invariablement occultés par l'explication la plus facile et la plus débile : la malfaisance d'un homme de pouvoir (comme si tous les hommes de pouvoir ne l'étaient pas !) et la "nature guerrière" d'un peuple.

Josy Dubié a commencé son laïus en énumérant les trois (3) raisons qui motivent son opposition à la guerre : c'est une guerre inutile, illégale, et dangereuse. Là, déjà, je me tiens les côtes. La guerre de Yougoslavie n'est inutile que pour les gogos qui croient encore qu'elle a été déclenchée pour mettre fin à un désastre humanitaire, elle est illégale, comme à peu près toutes celles auxquelles sont mêlés les USA, et le jour où des hommes mèneront une guerre sans danger, l'humanité aura résolu son problème numéro un. Même s'il s'honore du titre de correspondant de guerre pacifiste, Dubié affirme qu'il y a des guerres qu'il faut faire. Lui-même en quarante aurait pris les armes contre l'occupant. Pour sauver des Juifs. Illégalement, donc. Or, toujours selon lui, même si le drame kosovar est atroce et que Milosevic est le boucher des Balkans, celle-ci ne vaut pas le coup.

Une introduction aussi vaseuse et contradictoire n'est pas vraiment convaincante. Ce n'est pas à la lumière de ce que vient d'exposer l'orateur que l'agression de l'OTAN apparaît pour ce qu'elle est : la phase X d'un plan d'ensemble mûrement concerté depuis des années pour asseoir sur le monde l'emprise de multinationales en concurrence, sous le parrainage de la Maison Blanche et de sa tique la plus virulente, la Grande-Bretagne, et en Europe, de l'Allemagne. Mais pour expliquer ça, il faut du temps et d'après les organisateurs très pantoufles, le

temps nous est compté, à 10h30, on ferme... Je ne suis pas contrariante, mais s'il faut être économe de son temps à ce point, pourquoi les orateurs (ils sont quatre) perdent-ils dix minutes chacun à nous assurer qu'ils sont avant tout pour la liquidation de Slobodan Milosevic, *Hitler des Serbes* et *boucher des Balkans*, afin qu'il soit enfin permis aux forces d'opposition yougoslaves de se doter d'un gouvernement démocratique et aux Kosovars de réintégrer leurs terres calcinées et irradiées ? Parce que là, si on voulait être cohérent, ça nous entraînerait dans d'interminables considérations. D'abord, quel profil d'homme politique souhaitons-nous aux Serbes pour les aider à sortir de la barbarie ? À la Clinton, peut-être (ou n'importe quel autre président US. Il n'y en a pas un qui ne risquerait gros devant un Tribunal International pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité) Ou Blair ? Thatcher ? Elle a sûrement des loisirs. Ou le chef des Turcs ? Vande Lanotte, Tobback, Vanden Bossche ? Chez nous, l'embarras, c'est le choix.

Et puis le *Hitler des Serbes*, ça laisse les méninges en souffrance... Comme l'apprendra la suite des débats à ceux qui ne le savaient pas, sous le Hitler de la boucherie balkanique, l'opposition était en train de marquer des points grâce à ses inlassables manifestations, sa presse, ses émissions, ses campagnes d'affiches en faveur du Kosovo indépendant, **qui n'étaient jamais décollées, même que la police était obligée de surcoller avec des vieilles affiches de portée culturelle**. Tel que. Maintenant, état de guerre oblige, tout ça c'est bien fini, ces salauds de Serbes vont jusqu'à réquisitionner les stations de radio privées. Chez nous, en quarante, c'était les autos, et il n'y a pas si longtemps, mon carré de tomates pour des manœuvres de l'OTAN en Ardennes.

Étrange comme on peut dire tout et n'importe quoi sans s'en apercevoir. Étrange comme ce qui apparaît tellement banal et éculé chez soi prend sous d'autres cieux un look d'exotique et révoltante nouveauté. Est-il vraiment indispensable de dépenser des flots de salive pour évoquer toutes les recettes selon lesquelles on pourrait accommoder Slobo, alors que notre opposition n'est pas foutue de se débarrasser de l'increvable bande d'arnaqueurs qui cahotent sans

fatigue vers les explosions nationalistes de demain, chers amis Bruxellois, il est grand temps, gagnez vos maisons de campagne.

En réalité, c'est avec Olivier Corten, spécialiste en droit international, que nous avons reçu le plus d'éléments nouveaux. Je ne sais s'il était là à titre scientifique ou sympathique, mais en tout cas, il nous a fait la grâce de ne pas tenir de discours politicien. Au cours du débat, il a mis calmement en garde l'assemblée et les orateurs contre l'effet désastreux de la propagande sur la perception que nous avions des choses : il avait eu l'occasion de consulter les rapports établis par l'ONU sur la situation dans le Kosovo bien avant les frappes et il est clair qu'il n'y avait pas de génocide ni ce qu'on appelle une épuration ethnique. La situation a d'abord été tendue, la majorité albanophone était mécontente de son sous-statut, la minorité serbe se sentait menacée à tort ou à raison, une résistance kosovare non-violente s'organisait autour de Rugova, des faits de violence dûs à des nationalistes des deux camps se produisaient comme on peut les constater dans d'autres pays où les mêmes tensions existent, mais il n'y avait pas de déportations menées par les forces gouvernementales. Quand des bandes armées ont commencé à attaquer le pouvoir serbe (l'armée et les commissariats de police), ou à s'en prendre aux Serbes et aux albanophones attachés à la Yougoslavie, alors le gouvernement de Milosevic, qui a choisi le créneau nationaliste pour asseoir et élargir son pouvoir, a eu l'occasion de mettre en place une répression démesurée, mais ne pouvant en aucun cas être assimilée à une extermination. Par la suite, affirme Corten sur base de **tous** les rapports de l'ONU qui lui sont passés dans les mains, lors des efforts de négociation, chaque accord de cessez-le-feu est toujours assorti de la constatation : *l'armée yougoslave se retire et l'UCK occupe le terrain*. Ces accords ont **chaque fois** été dénoncés **d'abord** par l'UCK, ce qui appelait inévitablement une riposte serbe. C'est lors de cette phase-là que les militaires yougoslaves ont vidé les villages soupçonnés d'entretenir les UCKistes, exécuté les hommes et chassé le reste de la population. Mais ce sont les bombardements qui ont déclenché l'exode catastrophique des Albanais, mis en danger autant par les frappes militaires serbes que par celles de l'OTAN et par les conditions d'existence que leur

réservent les infrastructures anéanties du pays et un territoire contaminé.

L'analyse du représentant de l'*Organisation pour la Réconciliation*, politiquement plus large et historiquement bien documentée, complétait à point nommé celle de l'ULBiste. Sur le plan global, elle rencontrait celle qu'en fait notamment Chomsky (déstabilisation calculée d'États gênant ou contrecarrant les intérêts des USA, ici de grandes puissances économiques, elles-mêmes en concurrence) et reposait sur une connaissance *vécue* des réalités yougoslaves et non sur les habituels fantasmes inspirés par une propagande omniprésente. Avec l'expert de la guerre, c'est devenu tout autre chose : j'ai ressenti jusqu'au frisson la présence de cette catégorie d'humains par laquelle le mal arrive. Lui aussi était contre la guerre comme elle est en train de tourner. En gros parce que de nos jours, que voulez-vous, on ne sait plus la faire. D'abord, les frappes : comparé à l'Irak, il paraît selon lui que l'OTAN manifeste une retenue suspecte. Alors quoi, on peut tout faire quand il s'agit de bougnoules ou de semi bougnoules, mais avec les Européens, on joue les délicats ? Et puis, il faut bien dire que ce n'est pas à distance qu'on va la gagner, cette guerre. Faut mouiller sa chemise. Accepter de se faire un peu mal. C'est au sol qu'il faut en découdre. Mais non ! Aujourd'hui, *les gens considèrent que leur bien le plus précieux, c'est la vie !* (sic).

À une timide militante qui interpellait Écolo sur les raisons qui avaient poussé le parti à abandonner la promotion des techniques de résistance non-violente, il cloue le bec une fois pour toutes : techniques de gonzesses, évidemment. *Voyez-vous, Madame, avec ce type d'intervention, vous offrez à l'ennemi des otages civils.* Étant entendu que les hommes, les femmes et les enfants écrasés par les bombes sont des otages civils *légitimes*, puisque c'est l'ennemi.

Dubié m'avait un peu énervée, les deux autres m'ont intéressée, mais avec celui-là, j'avais ma dose. Je n'ai pas réussi à quitter les lieux sans aller lui dire son fait. Tout ce qu'il avait dit m'avait écœurée. Sourire supérieur : *C'est pour ça que je suis là*. Question perfide ensuite : *Vous*

êtes Serbe ? Excusez-moi, mais je ne fais pas de politique. Tous les crétins imaginent que les autres en sont.

Et tous ceux qui parlent de guerre comme d'une réalité avec laquelle il faut composer en n'écoutant pas la timide voix militante qui proteste au nom de la résistance non-violente sont des machos, dangereux pour l'écologie.

Le combat non-violent est difficile, intelligent et il exige des réserves colossales de patience et de courage. Mais on n'a pas besoin de tout ça, quand on est un homme, un vrai.

Chiquet

Je dois à la vérité de dire que la salle, comble, composée d'une majorité de sympathisants Écolos, posait des questions de cœur et de bon sens. Dont la plus fréquente n'a pas rencontré de réponse claire : comment est-il possible qu'avec leurs services de renseignement et leurs experts si savants, l'OTAN et les USA aient ignoré le désastre humanitaire qu'allaient provoquer les frappes ? Quels sont les objectifs véritables de toute l'entreprise ?

VERS LA PAIX

Lettre ouverte des ONG's serbes aux amis albanais

Chers Amis,
nous vous écrivons

dans ces moments difficiles
de souffrance partagée.

Des convois entiers d'Albanais et d'autres citoyens du Kosovo, parmi lesquels beaucoup d'entre vous, ont été forcés de quitter leurs foyers. Les tueries et les expulsions, les maisons brûlées, les ponts, les routes et les bâtiments industriels détruits forment un sombre et douloureux tableau du Kosovo, de la Serbie et du Monténégro, et semblent indiquer que la vie commune n'est plus possible. Nous croyons cependant qu'elle est nécessaire et possible.

Un avenir meilleur pour les citoyens du Kosovo, de la Serbie et du Monténégro, pour des Serbes et des Albanais citoyens d'un même État ou voisins les plus proches, ne se construira pas tout seul, ni en une nuit. Mais c'est quelque chose à laquelle nous pouvons et devons travailler ensemble, comme nous l'avons fait de nombreuses fois dans le passé, il n'y pas si longtemps encore. Nous savons qu'à présent, cela sera très difficile, et parfois très douloureux. L'exemple de la réconciliation et de la coopération franco-allemande de l'après-guerre pourrait nous servir de modèle et d'impulsion.

Pour qu'une vie commune soit possible à l'avenir, la souffrance des crimes doit être dite pour qu'une fois pardonnée, elle ne soit pas oubliée. Cette tragédie, la vôtre et la nôtre, personnelle et collective, est le résultat d'une longue séries de politiques erronées de la part des plus radicaux parmi nous et dans la communauté internationale. La continuation de ces politiques mènera les Serbes et les Albanais à la destruction totale. La voie de la culpabilité collective est aussi la voie de la frustration, de la haine et de la vengeance. C'est pourquoi elle doit être abandonnée.

Notre premier pas, pour nous démarquer de la haine, du conflit ethnique et des destructions sanglantes est l'expression publique de notre profonde compassion et de notre condamnation sincère de tout ce que vous et vos concitoyens subissez. Comme citoyens de Serbie, nous subissons aujourd'hui des destructions et des pertes qui sont le résultat des bombardements de l'OTAN, du conflit armé au Kosovo et

de désordres économiques et sociaux prolongés sous le poids des politiques meurtrières de la dictature.

La purification ethnique, les bombardements de l'OTAN et le conflit armé doivent cesser parce qu'ils ne contribuent pas à une solution de la crise au Kosovo mais au contraire la renforcent. Il ne doit plus y avoir de pertes. Tous les réfugiés doivent pouvoir retourner en sécurité dans leurs foyers et vivre comme il convient à un peuple libre et fier.

Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous trouverons la force et le courage de nous engager sur la voie de la paix, de la démocratie, du respect des droits de la personne humaine, de la réconciliation et du respect mutuel. Il n'y a pas d'alternative au dialogue, à la négociation politique et au processus de paix. Pour nous tous, c'est la seule manière de sortir du conflit armé. C'est le moyen le plus sûr pour garantir le retour de réfugiés, de retrouver une vie et des activités normales et trouver une solution pour le statut du Kosovo.

Pour que cela puisse arriver, nous devons joindre nos efforts pour mettre fin à la guerre, redonner vie au processus de paix et entamer une reconstruction économique et démocratique pour le développement du Kosovo, de la Serbie et toute la région des Balkans.

Nous sommes convaincus qu'en joignant nos forces, nous pouvons contribuer à une solution politique juste et rationnelle pour le statut du Kosovo et construire la confiance et la coopération entre Serbes et Albanais.

Belgrade 30 avril 1999

- Association des citoyens pour la démocratie, la justice sociale et le soutien au Syndicat unifie inter-branches Nezavisnost
- Mouvement européen en Serbie
- Initiatives civiques
- Forum pour les relations ethniques
- Centre pour la transition démocratique ToD
- Centre pour la démocratie et les élections libres
-! District 0230 (Kikinda)

- Comité Helsinki des droits de l'homme en Serbie
- Femmes en noir
- Centre des droits de l'homme de Belgrade
- Union des étudiants de Serbie
- VIN-video news hebdomadaire
- Groupe 484
- Comité yougoslave des juristes pour les droits de l'homme
- Fondation pour la paix et la gestion des crises
- Urban Inn (Novi Pazar)
- Cercle de Belgrade
- Union pour la vérité sur la résistance antifasciste
- Groupe de paix de Sombor (Sombor)
- Société pour la paix et la tolérance (Backa Palanka)
- Réseau alternatif de recherche sur l'éducation.

EN CONCLUSION

Les cauchemars du XXème siècle

Les bombardements de l'OTAN sur la Serbie et l'explosion des guerres ethniques dans les Balkans font réémerger à nouveau les plus inquiétants des fantômes de l'histoire de ce siècle.

Des interrogations angoissantes nous traversent au cours des discussions et des réflexions sur ces événements : signe qu'il y a quelque chose de profond et de viscéral dans ce qui est en train de se passer, et qui perturbe la totalité de notre être social, l'imaginaire, le langage et la conscience collective.

En cette fin de siècle, on a l'impression de revenir à ses début, avec l'explosion des nationalismes, des guerres, et y compris avec

l'interventionnisme de gauche. La fin de **cette** histoire semble se reproduire de façon continue, à l'infini, comme un tragique jeu de miroirs des plus horribles éléments qui l'ont constitué : les nationalismes, les fascismes, les fanatismes, le racisme, la xénophobie, l'épuration ethnique, les camps de concentration, la *solution finale*, les fosses communes. **Nous sommes en train de parler de l'Europe de l'An 2000.**

La dignité, la justice et les plus élémentaires idéaux d'émancipation disparaissent de l'horizon comme balayés par le vertige de la faillite du *communisme réel*.

La crise de la modernité et ses fondements

Il est toujours plus nécessaire et incontournable d'en revenir à la racine des problèmes ; de se poser sur le **terrain de la radicalité** non seulement dans l'action politique, mais aussi dans la pensée et la réflexion. Pourquoi assistons-nous, le plus souvent anéantis et impuissants, à cet éternel retour du même ? Pourquoi au seuil critique d'un possible nouveau départ, qui tourne définitivement le dos à l'histoire de ce siècle, y a-t-il toujours quelque chose qui provoque une déflagration, qui impose un retour en arrière dans les profondeurs du passé ? Pourquoi cette continuité d'un passé qui ne passe pas, avec ses symboles, ses idéologies, son imaginaire ?

Que signifie **refonder** ? N'est-ce pas l'essence même de ce concept, la racine de cette continuelle répétition des mêmes événements, la négation de chaque innovation, rupture ou discontinuité ? Tout le monde veut **re-fonder** : la grande Serbie, la grande Albanie, le fascisme, le communisme... sic !!!

L'ombre des générations passées pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants disait il n'y a pas si longtemps un Marx très shakespearien.

Nous n'avons pas de réponse, même s'il est nécessaire de creuser en profondeur ! La crise

réside justement sur cette ligne... au-delà de laquelle il y a, peut-être, la possibilité d'un nouveau monde, plus libre et plus juste ; en-deça de laquelle il y a très certainement l'approfondissement de la **barbarie**.

Certes, on dira : les nouveaux ethno-nationalismes sont un produit moderne, issus des processus de globalisation, etc. C'est certainement vrai, mais ceci n'empêche pas qu'il existe un fond obscur dans l'histoire de la modernité, dans la psychologie des hommes et des masses, que *nulle révolution venue d'en haut*, nulle utopie illuminée, nul concept abstrait d'un *homme nouveau* n'a jamais réussi à dépasser.

N'est-il pas vrai que la *Modernité*, avec ses principes universalistes, affirmés par les grandes révolutions, risque de s'effondrer sous le poids de ses propres fondements ?

Le jeu des interprétations

Nous pourrions discuter à l'infini sur les causes de cette guerre et sur le scénario dévastateur dans lequel elle se développe... Interprétations, analyses, points de vue... Nous nous contenterons de souligner certaines problématiques :

1. Il n'est plus possible d'interpréter ces événements, ce drame avec la terreur qui s'abat sur ces territoires pour des milliers d'hommes et de femmes, avec les paramètres classiques de l'agression impérialiste. L'impérialisme a été une phase de développement et de la domination capitaliste liée à l'existence des États-Nations, au moment de leur pleine puissance et expression. Le processus impérialiste lui-même, tel qu'il existait, n'aurait pas pu se développer sans bases "nationales", sans la croissance et la consolidation des **États-nations**. Ce sont les deux faces de la même médaille, indissolublement liées l'une à l'autre. Il est évident que dans le cadre des nouveaux processus de globalisation et de la crise irréversible des États-Nations, même la figure classique de l'impérialisme cesse d'exister et n'a plus de fonction explicative.

2. Il ne s'agit pas non plus, c'est évident, d'une guerre pour la conquête de l'hégémonie sur une partie ou une région du globe, comme cela se

passait dans le vieux monde bipolaire, puisque ce scénario a depuis longtemps disparu de l'horizon de l'histoire.

Mais alors ? Quelques clés de lecture...

Impérialisme et empire : un changement de paradigme

Si le monde est unique, si dans ces processus de globalisation se redéfinit complètement le vieux scénario qui se jouait autour des États-Nations et du bipolarisme, cela veut dire aussi que les concepts d'*Empire* et de *Guerre* se transforment complètement.

En lieu et place de ce *vieil* impérialisme, se substitue aujourd'hui un **empire mondial unique**, avec un centre de commandement capable d'imposer sa puissance militaire sur tout le reste (avec évidemment au niveau politique et économique plusieurs centres). Si l'on s'amuse avec l'histoire (c'est parfois permis), on peut un peu le comparer à la Rome impériale, tout au moins dans une certaine phase de son développement.

Ce qui un temps était conçu comme *Guerre*, menée vers l'extérieur, hors des ses propres frontières et limites territoriales, pour conquérir de nouveaux marchés, soumettre et asservir la force de travail, et exercer une domination politico-militaire-financière, apparaît ou doit apparaître, dans ce monde unique à commandement unifié, comme une guerre *interne*, comme opération de police et de pacification.

Mais alors *l'ennemi* lui-même devient interne. *L'ennemi intérieur*, comme cela a été souligné par plusieurs écoles de la théorie politique, est *l'ennemi public* contre lequel les règles du droit ne sont plus valables, qu'elles soient nationales ou internationales, parce que les présupposés sur lesquels ce droit est fondé ont volé en éclat. *L'ennemi public* est **l'ennemi absolu**, ennemi de la collectivité et de la communauté humaine, de la paix et de la sécurité collective.

Pour le combattre, tous les moyens sont permis et il est légitime d'agir dans un état d'exception permanente. Est **souverain** justement celui qui décide de cet état d'exception au delà des normes, des règles, et du

droit ! Même si d'un certain point de vue, les appels au respect du droit international, sonnent comme des phrases vides de sens et impuissantes.

La guerre sociale et l'ennemi intérieur

En suivant le fil de ce raisonnement, la *guerre* n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens, selon la célèbre et classique définition, ni même un affrontement entre deux positionnements bien définis. Elle est, pour ainsi dire, *intériorisée* dans les rapports sociaux ; elle assume une forme diffuse et moléculaire, presque sur le modèle foucaldien d'une *microphysique du pouvoir*... elle revêt la figure de l'inimitié absolue, de la haine et de l'hostilité envers tout ce qui est *autre*, *divers*, *étranger*...

Son identité propre s'affirme non comme puissance et développement libre, solidarité et coopération, mais dans **la confrontation avec l'ennemi**.

Cet *être contre* total et absolu, est l'expression du nihilisme qui ravage notre époque : un sens du vide, de la destruction et de la mort, le crépuscule de chaque valeur et éthique, un *Thermidor* fait de décadence et de réaction, l'absence d'une **projectualité nouvelle**, d'une volonté de changement, de transformation du présent, d'un nouveau commencement, pour un futur plus digne d'être vécu.

C'est ce fil unique qui lie des phénomènes apparemment divers, pour le moins du point de vue sociologique : des *ultras* des stades, aux nazi-skins, à ceux qui dans les métropoles font de la casse et de l'embrouille une unique raison de vivre, en passant par les fondamentalismes de tout genre... une identité qui s'affirme toujours **contre**, et jamais **pour** un projet de vie nouvelle, plus pleine et libre.

Il n'y a aucun doute que c'est là le scénario social, dévasté physiquement et mentalement, au sein duquel se développent et s'alimentent la renaissance des nationalismes, des fascismes, des nouveaux tribalismes, dans le cœur de la vieille Europe (de ce point de

vue, le livre d'Elias Canetti, *Masses et pouvoir* est intéressant sur le concept de *mutation anthropologique*, ou encore les études sur la psychologie des foules).

Entre local et global : les courts-circuits de l'histoire

Les néo-nationalismes (qui se développent paradoxalement, non pas par hasard, justement dans les phases de décadence maximum et de crise irréversible des États-Nations), sont donc une **ré-action** aux processus modernes de globalisation, et plus précisément à la perte des racines et de l'identité.

Les mythes de la *Race*, de la *Terre* et de la *Mort*, du *Sol* et du *Sang*, le replis localiste et identitaire, physique et mental, le fondamentalisme, la xénophobie, les chocs ethniques et religieux sont de retour... la *Raison* illuminée, fière de ses valeurs universalistes et de ses mythes de progrès de la science, semble sombrer...

Aujourd'hui, le lepénisme, avec sa mixture de localisme et de nationalisme, de *racisme différencialiste* et d'attaque contre le *mondialisme*, est la véritable forme du nouveau fascisme européen.

Est-il si surprenant alors que le sécessionniste Bossi (NdT : chef de la Ligue du Nord) soit allié aux néo-fascismes ultranationalistes de Forza Nuova dans la campagne contre les immigrés ? Et que l'un comme l'autre soient du côté du **nationalisme serbe ultracentraliste**, auquel les fascistes de toute l'Europe, et pas seulement les Italiens, voudraient prêter main forte pour massacrer les Kosovars ? Et que même l'aire des communistes *refondateurs*, authentiques, d'appellation contrôlée, soient plus ou moins ouvertement alignée sur la Serbie, considérée comme l'ultime rempart du *socialisme* en Europe ?

Un lien existe sûrement : qu'il s'agisse de la fermeture localiste et identitaire, de la défense fondamentaliste des origines et des racines, l'angoisse de **refonder** ce qui n'est plus, le culte de la Grande Patrie ou des petites patries, l'imaginaire, les symboles et les langages se confondent et se mélangent en cette fin de siècle.

Contre
le "commandement impérial"
et non contre les "Américains"

Pour cet ensemble de raisons, justement, il faut éviter de tomber dans le piège de l'anti-américanisme superficiel, générique et national-populaire. La droite *léguiste* et néo-nazie (dans le plus pur style du national-socialisme et du populiste fascistoïde) est contre la société américaine comme symbole de la **globalisation** et de la **mondialisation**, d'un complot judéo-massonico-capitaliste du métissage et du mélange de races et de couleurs.

Nous, nous sommes contre le **commandement impérial**, qui doit être combattu par tous les moyens possibles, et contre aussi un modèle déterminé de globalisation néolibérale, qui augmente la souffrance, la barbarie, la misère pour la majorité de l'humanité... mais non contre la globalisation en tant que telle !

Justement, parce que nous sommes des matérialistes et pas des idéalistes prisonniers de l'idéologie, nous devons savoir saisir les potentialités positives des processus en acte, même s'il faut en renverser le sens (en serons nous capables ? ce n'est pas toujours la faute des autres si l'histoire devient ce qu'elle est, ni même celle du *souverain*, le peuple n'est pas toujours *bon mais corrompu par le pouvoir*, et jusqu'à quel point avons nous effectivement la volonté de nous rebeller contre l'ordre des choses, en nous mettant en jeu, en prenant des risques ?).

Un fait est certains : pour la première fois dans l'histoire, la construction d'une communauté humaine universelle et cosmopolite est rendue possible où les hommes et les femmes de toutes races pourraient vivre ensemble, dans la paix et le bien-être. Une nouvelle *Cité du soleil*, une nouvelle utopie, pourtant si concrète et si proche, même si *difficile à se faire* comme disait Bertold Brecht.

Mais les embryons de la société future, même entre milles contradictions, injustices et inégalités ne sont-ils pas aussi déjà dans

les niveaux les plus élevés du développement capitaliste, dans l'abondance et la richesse, dans le développement du savoir et de l'intelligence sociale, comme nous l'enseignait le vieux Marx ? Ne réussissons-nous pas à les apercevoir dans les plis de la société américaine ? Marx habite à New-York !

À moins que nous ne préférions le *socialisme* de caserne, gris et uniforme, les tenues toutes identiques, l'égalitarisme de la misère et de la pauvreté ? Et non celui de la puissance, du développement et de la coopération, du libre développement de chacun comme condition du libre développement de tous, et vice versa ?

Le retour du concept de "guerre juste"

Un commentateur politique a souligné que cette guerre semblait quasiment être celle des *soixante-huitards*, des pacifistes de gauche, nourris au culte de la **non-violence**... Celle qui fut si souvent élevé comme l'élément de différenciation fondamental, contre la gauche révolutionnaire, contre les différentes expressions de la guérilla, de la luttes armées et des luttes de libération... Clinton, Blair, D'Alema... mais aussi Panella, Bonino (NdT : politiciens issus de l'extrême-gauche), etc. ; étranges paradoxes et retournements de l'histoire. Et ce sont justement eux, au sein de gouvernements sociaux-démocrates, *rouges-verts*, de *gauche*, qui imposent à nouveau le concept de *guerre juste*, déformant jusqu'au sens noble et profond de l'*ingérence humanitaire*. Celle-ci est tout autre chose que l'utilisation de bombes, c'est l'investissement civil, la coopération, la solidarité et la construction de nouveaux rapports sociaux.

Le concept de *guerre juste* a quelque chose, dans ce contexte, de terrible et malsain : au moins le vieux Kissinger avait un sens *réaliste* de la guerre, de son utilisation et de ses conséquences. Ici non : on lui attribue une mission universelle et éthique, une valeur quasi-métaphysique, *la punition qui vient du ciel*, *la lutte du bien contre le mal absolu*... peu importe ce qui se passe en dessous, dans la boue et la terre, les piles de cadavres horriblement mutilés, les corps défigurés,

les pauvres gens massacrés... Le tout dans l'anonymat, tout juste saisi par quelques photos, flashs, photogrammes...

Des vies gâchées, cassées, des existences marquées par l'empreinte de la terreur... Maudits bâtards, c'est ça la guerre *juste* ? Et cette *violence* propre, qui vient du ciel, aseptisée, sans odeur ni sang, comme dans un jeu vidéo, vous suffit-elle pour satisfaire vos consciences *humanitaire* et *démocratique* ?

Tous sont convaincus de mener une *guerre juste* : les Seigneurs du monde, les Serbes pour la défense de leur territoire ou pour la Grande Serbie... l'UCK pour l'indépendance et la Grande Albanie... et ainsi de suite dans une spirale sans fin, dans un jeu tragique et spectaculaire, dans un piège mortel, dans un inexorable processus d'avancée dans la barbarie.

Entre mystification et confusion, quelques certitudes

1. Cette guerre ne sert **pas** à mettre fin à la purification ethnique et au massacre des populations civiles. Au contraire, elle ajoute le sang au sang, la destruction à la destruction, la mort à la mort. Déjà les massacres ont augmenté contre la population du Kosovo, comme cela était prévisible et admis par tout un chacun.

2. Le régime de Milosevic n'a pas été affaibli. Bien au contraire : autour du nationalisme, de la défense de la patrie et du territoire face à l'attaque de l'OTAN s'est reconstruit un consensus, marginalisant et dispersant définitivement les dernières poches de résistance.

3. L'attaque contre la Serbie est comme un allumette jetée dans une poudrière... les Balkans sont en flamme et l'incendie s'étend de la Serbie au Kosovo et au Monténégro, à la Macédoine... Les mécanismes des guerres ethniques fonctionnent sur le mode de la métastase, de façon diffuse et irréversible... Jusqu'où cela ira-t-il ? Les

bombardements de l'OTAN n'ont finalement servi qu'à amplifier ce processus.

4. Si l'objectif était de favoriser la conquête de son autonomie pour une partie du territoire du Kosovo, après ces événements elle devient encore plus difficile, si ce n'est impossible, à envisager.

5. Cette guerre démontre l'inconsistance totale, l'inexistence même, de l'Europe politique, c'est-à-dire d'une entité dotée d'une autonomie propre et d'un rôle stratégique dans les décisions concernant non seulement l'*ordre mondial*, mais l'ordre à l'intérieur de ses frontières. Est-ce un hasard si la décision américaine de bombarder la Serbie ait été prise à peine quelque temps après la mise en fonction de l'Euro ? N'est- pas là encore la voix du maître qui, du haut de sa supériorité technologique et militaire, rappelle qui commande, contre toute velléité d'indépendance et d'autonomie ?

Comme on peut le voir de tous les points de vue, c'est une guerre absurde, particulièrement pour l'Europe. Elle aboutit exactement à l'inverse de ce qu'elle prétend viser, elle relègue la communauté européenne à un rôle subalterne et soumis à la puissance américaine, elle provoque déjà de graves dégâts, y compris sur le plan économique, sur les marchés et les changes !!!

Appel à la résistance !

Pour nous, sur la base de ces raisonnements, une chose est claire, sans même l'ombre d'un doute : dans le tragique contexte où nous nous trouvons, il est impossible de prendre parti pour l'un ou l'autre des camps.

Nous sommes contre les bombardements de l'OTAN, avec toutes nos forces et nos moyens, mais avec tout autant de détermination contre toute forme de nationalisme et de nettoyage ethnique... Contre toute forme de fascisation de masse, de populisme réactionnaire bon marché, contre les *lieux communs* y compris ceux de la gauche *anti-américaine et anti-OTAN*.**Nous ne pouvons pas nous rendre complices de la barbarie des assassins**, quel que soit leur camp : ceci est l'impératif

éthique qui nous fait encore nous bouger, désirer, lutter et rêver ! Nous sommes conscients d'être, probablement, une minorité au sein de la vaste aire du peuple de gauche opposé à la guerre... mais une minorité forte et déterminée, qui se positionne sur un terrain de **résistance effective** contre la barbarie de laguerre, mais aussi contre les dévastations idéologiques qui, plus ou moins consciemment, couvrent les atrocités et les massacres des guerres ethniques et des nationalismes *armés les uns contre les autres*.

Résistance, pour nous, signifie lutte et passion : face aux images de dévastation et de mort, aux exodes bibliques de populations, aux souffrances gravées sur le visage d'hommes, de femmes, d'enfants...

Nous devons nous impliquer jusqu'au bout, sans peur et sans hypocrisie... avoir le courage de risquer quelque chose de nous-mêmes, justement au nom de la dignité humaine contre la barbarie.

Résister, dans la lutte, pour projeter et préfigurer un monde nouveau, pour imaginer et construire une nouvelle utopie sociale, pour sortir, définitivement et sans réminiscences, de ce siècle et de ses cauchemars..

Quelques camarades
de Radio Sherwood
Avril 1999, Padoue, Italie.
http://www.sherwood.it

FEDERATION ANARCHISTE FRANCOPHONE

L'Union Européenne

Instrument politique d'une guerre économique

Élections obligent, voici revenu le temps des discours lénifiants sur l'Union européenne.

À grand renfort de matraquage médiatique, la nomenklatura politique va de nouveau s'évertuer à nous expliquer combien la construction européenne est gage de paix et de progrès. Elle fait bien de nous le rappeler, voire de nous l'apprendre, car de la Bosnie au Kosovo, de démantèlement de services publics en attaque massive contre les acquis sociaux, la chose aurait pu nous échapper.

Il est vrai que chacun voit midi à sa porte. Et l'on veut bien croire que, pour tous ces candidats à la députation, l'Europe est avant tout un chouette job pas trop fatigant et plutôt bien payé. Mais pour la majeure partie de la population, ce qu'elle signifie au jour le jour, c'est la mise en œuvre d'un plan méthodique, patiemment élaboré et cyniquement appliqué, visant à détruire tout ce qui pourrait limiter de quelque manière que ce soit la rente que se font les détenteurs de capitaux sur notre dos. Tout y passe : privatisation du moindre service public dont le secteur privé pourrait tirer quelque bénéfice (les autres bien sûr, on nous les laisse), démantèlement de la protection sociale, y compris des mutuelles, afin que les assureurs y gagnent encore plus, facilités accordées aux délocalisations d'entreprises au sein de l'Union européenne, ce qui permet aux patrons de jouer tranquillement sur les différences de rémunération entre les pays et ainsi d'abaisser toujours plus nos salaires...

Malgré les beaux discours de ces candidats, l'Europe n'est pas une *grande idée*. C'est une organisation élaborée et dirigée par une classe donnée, dans une époque donnée et pour des objectifs donnés. Elle n'est pas plus faite pour assurer la paix et la prospérité sur ce continent, que le capitalisme et l'État ne sont là pour créer le paradis sur terre. L'Europe est une supercherie du même genre que celles qui tentaient de nous faire croire hier encore que les États-Unis étaient le *Pays de la Liberté* ou l'Union Soviétique la *Patrie des Travailleurs*.

La simple observation de la manière dont l'Europe s'est construite nous montre sans ambiguïté que cette structure n'est aucunement là pour le bien commun, mais pour permettre à une petite nomenklatura de privilégiés de continuer à s'engraisser sur notre dos.

Une intégration économique menée par les États

La construction européenne a débuté à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette date est suffisamment symbolique, vu l'ampleur des désastres et le nombre colossal de morts, pour qu'on associe, en première analyse, l'Europe avec la paix enfin retrouvée. Nombre de politiciens ne se privent pas d'ailleurs pour en user et en abuser afin de nous faire croire qu'il y aurait là un lien mécanique entre les deux. À les écouter, l'Europe serait née de la paix et l'aurait garantie en retour. La réalité est évidemment bien moins angélique. Elle parle de *gros sous*, de *guerre froide* et de *mondialisation du capitalisme*.

À la Libération, l'Europe était en ruine, ravagée par la guerre, mais aussi et surtout divisée en deux blocs. Les *accords de Yalta* étaient passés par-là et la marqueterie des États européens était désormais regroupée en deux nasses : l'une à la botte de Moscou, l'autre de Washington. Dans ce contexte de guerre froide qui, de temps à autre,

devenait brûlante (guerre de Corée, blocus de Berlin, guerre du Vietnam...), la question de la reconstruction devint rapidement un enjeu majeur, non pas tant sur le plan social qu'au niveau économique et

politique. Ce sont de fait les objectifs et les modalités mêmes de cette reconstruction qui initièrent sur le fond et sur la forme la marche vers l'unification européenne, telle que nous l'avons connue jusqu'à aujourd'hui.

L'Europe occidentale se trouvait, en effet, aux avant-postes face au bloc soviétique. En outre, dans plusieurs de ces pays, les partis communistes étaient pour le moins importants, ce qui représentait aux yeux des élites occidentales un danger potentiel supplémentaire. Le redressement de l'appareil productif et des échanges commerciaux était, de ce fait, une urgence non seulement pour rétablir un certain équilibre et un certain dynamisme dans l'économie mondiale, mais aussi pour éloigner la menace soviétique. Pour les États-Unis, en l'occurrence, il s'agissait de maintenir un semblant de stabilité sociale au sein de son pré carré, tout en rendant à l'Europe une certaine solvabilité économique, car ne l'oublions pas, elle a toujours été un débouché majeur pour l'économie américaine. Elle ne l'a d'ailleurs jamais autant été que depuis cette époque.

C'est en vertu de ces objectifs politico-militaires et économiques que fut lancé, le 5 juin 1947, le plan Marshall. Non seulement, à travers ce dernier, les dollars américains affluèrent pour aider les Alliés à se redresser, mais il lança aussi la marche vers l'unification économique du sous-continent européen. En effet, le bailleur de fond ne se contenta pas d'aider financièrement les gouvernements en place. Il organisa son aide *à l'échelle continentale*. En d'autres termes, les États-Unis appréhendèrent l'économie européenne *dans son ensemble* et l'aidèrent à se reconstruire en tant *qu'ensemble*. Refonder, reconstruire, réorganiser les économies nationales des pays européens non pas séparément, mais comme un tout, ne pouvait évidemment être sans conséquence.

Moins d'un an après le lancement du plan Marshall, un traité de coopération militaire était signé entre plusieurs pays européens. Le 17 mars 1948, l'*Union Occidentale* était fondée. Elle intègre l'OTAN dès 1950, et se transforme en *Union de l'Europe Occidentale* (UEO) en 1954. *Le premier acte de l'unification européenne fut donc d'ordre*

militaire. Il instituait un bloc géopolitique intégré au camp occidental : cette construction européenne s'inscrivait bel et bien, malgré ce que certains voudraient nous faire croire aujourd'hui, non pas dans une démarche pacifique, mais dans une logique d'*équilibre de la terreur* entre les deux blocs.

Le deuxième acte fut d'ordre économique. Le 9 mai 1950, le gouvernement français, par la voix de Schuman, proposa à ses voisins et alliés une construction européenne fondée sur l'unification économique. Alors que l'intégration politique, notamment les différents projets pour fonder des États-Unis d'Europe, avait été systématiquement refusée par les États concernés, l'unification économique fut, en revanche, immédiatement adoptée. Le processus fut tout d'abord limité et ne toucha que quelques secteurs d'activité. Le 18 avril 1951, la *Communauté européenne du charbon et de l'acier* fut donc créée.

Malgré tout, il était évident dès cette date que l'on ne pouvait en rester là. Le charbon et l'acier n'avaient pas été choisis au hasard. Il s'agissait des deux secteurs clés qui tiraient l'économie des différents États membres de la CECA. L'industrie lourde formait alors la base économique de l'Allemagne, de la France et du Bénélux. Cette première unification ne pouvait en conséquence qu'en entraîner d'autres et déboucher, à plus ou moins long terme, sur une intégration économique globale. Le traité de Rome, signé le 25 mars 1957, ratifia en somme ce qui était déjà joué à l'avance. Avec le *Marché commun*, le processus d'unification économique se généralisa et s'intensifia rapidement. Il affecta graduellement l'ensemble des secteurs d'activité : l'industrie, puis l'agriculture et le commerce. En ce dernier domaine, les barrières douanières devront être évidemment rapidement enlevées, mais tout d'abord seulement pour les marchandises et les capitaux.

Les droits de douane faisant partie intégrante de la fiscalité de chaque pays, leur suppression impliquait la révision plus globale des modalités d'imposition parmi les États membres de la Communauté européenne. Les différentes fiscalités seront peu à peu *harmonisées*, comme le disent si poétiquement les politiciens. Ceci signifie en langage plus

courant que le taux d'imposition des bénéfices et des grandes fortunes sera nivelé au plus bas évidemment.

La fiscalité touchant à la finance, la finance à la monnaie, ceci nous amène tout naturellement au 1er janvier 1999, avec le lancement de l'Euro. Celui-ci consacre le parachèvement du processus avec une intégration monétaire complète et une unification financière totale. Les spéculateurs pourront désormais agioter sur les différentes places boursières européennes sans avoir à payer le moindre frais de change entre monnaies.

Sans doute l'Europe est-elle *une grande idée*. Elle s'est construite par un petit jeu d'engrenages, où chaque décision en impliquait une autre plus ample encore. Il s'agit là d'un vrai petit bijou de finesse stratégique et de patience politique. Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est plutôt bien pensé et mené sur le long terme. On peut même dire que c'est la meilleure idée qu'aient eu les politiciens, depuis l'invention de l'État, pour que les capitaux puissent s'engraisser à tour de bras. Car évidemment, puisque la construction européenne est essentiellement une intégration économique, c'est bien l'économie, et donc ceux qui la dirigent et qui la possèdent, qui en profite en premier et dernier lieu. Pour la majeure partie de la population, elle correspond en revanche à un durcissement des conditions de vie et de travail, tout comme la construction des États avait signifié naguère la généralisation et le durcissement de l'exploitation salariale.

Construction européenne et mondialisation du capitalisme

La construction européenne est tout aussi fortement liée au développement du capitalisme que l'était hier l'édification des États-Nations.

À quoi correspondait cette dernière, si ce n'est à la nécessité d'abattre les différences régionales, les barrières d'octroi et autres freins au commerce ? À quoi a-t-elle servi si ce n'est à unifier le

marché à l'échelle de pays, c'est-à-dire les conditions d'échange et de production, et ainsi à autoriser et accompagner la montée en puissance d'une bourgeoisie nationale ? À quoi correspond aujourd'hui la construction européenne, si ce n'est à la mondialisation du capitalisme ? À quoi sert-elle toujours si ce n'est à unifier le marché mais cette fois-ci à l'échelle continentale et à favoriser la montée en puissance d'une bourgeoisie européenne ?

Certes, la logique politique sous-tendant l'édification européenne consistait initialement à relancer une économie en ruine et à prévenir toute menace soviétique, mais cela fait longtemps que la reconstruction n'est plus à faire et que cette crainte a disparu, bien avant d'ailleurs l'effondrement du bloc de l'Est. Ce que recherche aujourd'hui le politique, et cela au moins depuis les années 1970, c'est bien l'unification économique de l'Europe, afin de permettre la constitution d'un système capitaliste européen et de favoriser la montée en puissance d'une bourgeoisie continentale qui serait à même de *lutter à armes égales* avec ses homologues américains et nippons.

Que la mondialisation de l'économie débouche sur un capitalisme organisé en grands blocs continentaux, comme il l'était hier en amas nationaux, est évidemment une autre affaire. Que les capitalistes, en tant que tels, cherchent à se regrouper en fonction d'une proximité toute géographique est encore plus douteux. Les fusions, les coalitions, les investissements se font bien plus dans une logique de rentabilité économique maximale, qu'en vertu d'une quelconque proxi-mité culturelle et encore moins géométrique. Toutefois, si l'État et le Capital sont indissolublement liés, ils ne sont pas pour autant identiques. Ils ne sont pas dirigés par les mêmes factions du pouvoir et n'obéissent pas aux mêmes contraintes.

La stratégie de *continentalisation* de l'économie et le caractère foncièrement chauvin de cette optique sont relativement spécifiques à la nomenklatura politique, car ils découlent de ce qu'est par essence une structure de domination politique. Si le capitalisme peut se déployer d'un point à l'autre de la planète, s'il peut réorganiser relativement rapidement son appareil de production et ses circuits d'échange, l'État

est, en revanche et par nature, fortement territorialisé. L'État crée le territoire et ses frontières, mais il existe aussi à travers lui et à travers elles. État et territoire sont indissolublement liés et c'est bien en vertu de cette contrainte que les politiques agissent. Ce qu'ils tentent de faire aujourd'hui en construisant l'Europe et en songeant même à l'élargir encore, c'est de reporter à l'échelle continentale ce qui hier leur avait si bien réussi à l'échelle nationale. C'est de construire une nouvelle structure de domination politique qui se déploierait sur une aire élargie. L'édification européenne ressemble ainsi, sous bien des égards, à la construction des États-Nations, car elle obéit aux mêmes règles et poursuit les mêmes objectifs.

À l'instar de ce que fit hier l'État pour le marché national, le premier objectif de la construction européenne est aujourd'hui d'unifier le marché européen. Il s'agit d'homogénéiser les conditions d'échange, mais aussi de production sur l'ensemble du continent. En d'autres termes, il faut que les modalités et les coûts de production et de commerce soient comparables d'un bout à l'autre de l'Europe. L'Union européenne n'étant pas plus neutre que l'État ne l'est, ce vaste mouvement n'est pas une simple mise en cohérence. Il donne lieu en tout domaine à la destruction systématique de tout ce qui pourrait grever les bénéfices. L'unification du marché implique en outre la normalisation des coûts liés à la main-d'œuvre et, plus précisément, l'alignement des niveaux de rémunération, des conditions de travail et de protection sociale. Une fois encore, le niveau de référence choisi est le plus intéressant pour les patrons. On opte à chaque fois pour ce qu'il y a de plus bas dans l'ensemble des pays de l'Union et donc de plus désavantageux pour les salariés.

Le marché unique induit, enfin, un nouveau partage, si l'on peut dire, entre sphère privée et sphère publique, entre ce qui revient aux entreprises privées et ce qui échoit au service public. Comme pour les conditions de travail, chaque pays possédant un partage spécifique entre les deux, ceci permet à la construction européenne de servir d'alibi à une vaste privatisation de tout ce qui pourrait représenter une source de bénéfice supplémentaire. Si besoin est, on va jusqu'à trier au sein d'un même service public ce qui est rentable et ce qui ne l'est pas,

comme on a pu le voir en France avec la séparation entre la Poste et France Télécom, puis entre le RFF (Réseau ferré français) et la SNCF.

N'ayons crainte, le secteur public subsistera. Les politiques y laisseront tout ce qui ne peut pas rapporter le moindre kopeck à leurs amis. Nous aurons ainsi l'ineffable plaisir d'éponger les déficits de cette portion congrue avec nos seuls impôts, car ce n'est pas la contribution des entreprises, réduite au minimum, qui pourra nous aider à combler ce tonneau des Danaïdes qu'on nous fabrique avec tant de soin.

Si le premier objectif était d'offrir aux capitalistes une base économique élargie (géographiquement) et renforcée (au détriment des travailleurs), le second vise, au moyen du regroupement d'entreprises, à favoriser la concentration du capital, la formation de quelques géants qui pourront participer pleinement à la guerre économique mondiale et qui auront ainsi toutes les chances de se faire une place en or parmi l'oligarchie de la planète.

Que les capitalistes soient dans une telle logique, est, répétons-le, une autre affaire. Les fusions, acquisitions et autres *Offres Publiques d'Achat* s'effectuent non seulement à échelle continentale mais aussi et surtout au niveau mondial. Les propriétaires du système économique se regroupent depuis plusieurs décennies au niveau planétaire et l'on peut douter qu'ils aient une quelconque envie de se laisser cadenasser à un sim-ple niveau continental ou régional. S'ils n'a-dhèrent pas sur le fond, du moins pas tous, aux objectifs définis par les politiques, le moins que l'on puisse dire toutefois, c'est qu'ils ont tout lieu de se réjouir de la construction européenne, car elle leur permet de se renforcer encore et toujours. Ce n'est pas sans raison que les patrons soutiennent si massivement l'Europe.

La construction européenne ou la modernisation de l'État

La construction européenne favorise le capitalisme et pénalise d'autant les prolétaires. Et ceci n'est pas la conséquence d'une mauvaise gestion

ou d'une mauvaise orientation donnée par tel ou tel courant politique. Si l'édification européenne favorise ostensiblement le capitalisme, ce n'est pas parce qu'elle est dirigée et orientée par les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens. C'est parce que cette unification de l'Europe est, en dernière analyse, la perpétuation du vieux processus qui donna naissance hier aux États-Nations. C'est parce qu'elle n'est, en d'autres termes, qu'une tentative des politiques de reporter à l'échelle continentale l'alliance multi-séculaire qui lie gouvernements et patronats, qui relie depuis toujours État et Capital.

L'un et l'autre ne sont que deux aspects (1) d'un seul et même système de domination. Le premier a pour mission de nous mâter, de nous encadrer, de nous contrôler, en un mot comme en cent de nous gouverner, afin de permettre au second de nous exploiter en toute tranquillité. Le moins que l'on puisse dire, c'est que pour la majeure partie de la population, pour la masse des prolétaires, pour ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre, cette édification ne peut être que funeste. Nous devons la combattre tout comme nous combattons l'État. L'un et l'autre ne sont là que pour nous livrer pieds et poings liés aux exigences du capitalisme. L'un et l'autre signifient la guerre, l'exploitation et la misère pour la majeure partie de la population de l'Europe, mais aussi en dehors de l'Europe.

Fédération Anarchiste
50 rue de Roucourt 7600 Péruwelz
145 rue Amelot 75011 Paris

(1) Deux aspects seulement et non pas toute la domination sociale. L'État et le capitalisme ne sont que les formes modernes de la domination sociale, qui en a adopté d'autres dans l'Histoire, comme le féodalisme ou la monarchie absolue. En outre, la domination sociale ne se réduit pas aux seuls aspects politiques et économiques. La religion en est une autre facette ainsi que l'oppression des femmes.

LA SUITE DANS LA L'ÉDITION PAPIER...

Cupidité et stupidité dans l'Europe des flux tendus

René Hamm

L'ex-premier ministre transalpin, fervent partisan du tout-marché, veillera, du moins dans la première phase de son mandat, à davantage de "transparence".

Gageons que sa politique ne se départira guère de celle menée antérieurement et satisfera amplement les pontes de l'*Organisation Mondiale du Commerce*.

Avant l'installation de la nouvelle équipe au 45 avenue d'Auderghem, un retour sur les turpitudes de l'ancienne s'impose.

En réalisant pour Claude Perry une étude relative aux *Médias européens*, facturée à 277.150 fb (44.500 ff), le journaliste luxembourgeois Jean Nicolas gagna la confiance du Français qui avait brassé en 26 ans environ 168 millions de Ff en travaillant exclusivement pour la Commission européenne. Au cours de ses discussions avec cet individu aux abois, il découvrit peu à peu un univers ou règne une ahurissante *concentration de perversité morale, de tricheries et de mensonges*. Le 24 août 1998, son premier papier, *Aide humanitaire : le grand déballage*, fit la une des quotidiens *La Meuse*, *La Lanterne*, *La Nouvelle Gazette* et *La Province* (180.000 exemplaires au total). 16,75 millions de Ff destinés en 1993 et 1994 à l'ex-Yougoslavie et à la région des grands lacs africains, dans le cadre d'*ECHO*, avaient été dilapidés à d'autres fins que le secours aux nécessiteux : la rémunération d'une

trentaine de personnes, des "sous-marins", par des sociétés écrans créées par Claude Perry.

"Grand regret"

Son ouvrage, *L'Europe des fraudes* (1), qui se lit presque comme un polar, décrit par le menu les *quinze affaires graves incluant des détournements, des escroqueries, des falsifications d'objectifs, des déviations de budgets, des illégalités, du blanchiment d'argent*. L'on y apprend que la secte *Sukyo Mahikari*, liée avec sa consœur *Aum Shinri-Kyo*, qui perpétra l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo, le 20 mars 1995 (10 morts), perçut 395.000 Ff de la Commission pour l'aménagement de son château d'Ansembourg au Luxembourg... Jean Nicolas, licencié peu après la chute de la maison Santer, a reçu des offres de plusieurs news-magazines.

Dans un mémoire de 34 pages qu'il avait transmis *à grand regret*, le 9 décembre 1998 à Magda Aelvoet (la présidente belge du groupe des Verts au Parlement européen), Paul van Buitenen, 41 ans, fonctionnaire néerlandais (suspendu le 16 décembre avec réduction de moitié de son salaire, soit 14.400 Ff, pour *manquement à l'obligation de réserve*) relate non seulement des malversations commises par certaines de ces éminences mais aussi comment ses supérieurs tentèrent de les dissimuler. L'on apprend de la plume de cet intègre Batave, lequel envisage d'ester devant la Cour de justice européenne de Luxembourg s'il ne réintègre pas son poste, que la *Cour des comptes européenne* de Luxembourg avait atténué ses critiques sur certains chapitres après en avoir soumis l'avant-projet aux commissaires. L'adhérent des Verts, qui a confié 14 classeurs à l'organe de contrôle, estime à une centaine le nombre des fonctionnaires et des collaborateurs de la Commission corrompus. Il vise principalement le staff français sous l'égide d'Édith Cresson (65 ans). Celle qui fut premier ministre du 15 mai 1991 au 2 avril 1992 apparaît comme *une figure symbolique de la culture du trucage, de l'incompétence, de la suffisance et du favoritisme* (2). L'emploi grassement rémunéré (d'abord 24.400 Ff puis 45.375 Ff mensuels) de René-Marie Berthelot pour 24 pages A4 rédigées entre le 1er septembre 1995 et le 31 décembre 1997, en recourant parfois au

plagiat, semble bénin au regard de malversations confinant à de la corruption caractérisée. En novembre 1993, Édith Cresson accéda à la présidence de *Services Industries Stratégies Internationales et Environnement*, un appendice du consortium Schneider, cornaqué alors par Didier Pineau-Valencienne. La *SISIE* comprenait *EDF* et la *SES*, filiale d'*Elf Aquitaine*, parmi ses actionnaires principaux. La native de Boulogne-Billancourt quitta son fauteuil cinq jours avant de prendre ses quartiers à Bruxelles, en janvier 1995. Abel Farnoux, qui coiffait désormais seul la firme, se vit attribuer grâce à son amie intime sept contrats pour un volume de 19,5 millions de Ff. Un autre pote de celle qui diligenta des charters pour les étrangers indésirables, Jean-Louis Reiffers, déjà à ses côtés du temps de Matignon, doyen honoraire de la Faculté d'Aix-en-Provence/Marseille, arracha pour sa boîte de conseils un appel d'offre de 530.000 Ff qu'il avait lui même organisé alors qu'il émargeait sur les tablettes de la Commission. L'ex *petit soldat* et maîtresse du sphinx élyséen eut la haute main sur le programme *Leonardo da Vinci*, doté de 620 millions d'écus (4,061 milliards de Ff) entre 1995 et 1999. Elle signa avec *Agenor SA* de Richard Walther un contrat d'assistance technique de... cinq ans. L'imprimerie *Forma in Quarto*, qui n'eut que cette société comme cliente, remporta d'autant plus aisément les soumissions qu'elle connaissait les tarifs de la concurrence. *Agenor* avait surfacturé des prestations afin que les excédents ne se perdent pas dans les méandres de l'exercice comptable suivant... Édith Cresson sut également convaincre Jean Daniel, le directeur du *Nouvel Observateur*, de l'inopportunité d'un papier sur ses agissements que Didier Pavy avait préparé. Élisabeth Schemla, jadis rédactrice à l'hebdo de la gauche caviar, appartint elle aussi à la camarilla de ses fidèles. Elle devait faire de la retape pour la Commission. En janvier 1993, elle avait sorti une biographie louangeuse d'Édith Cresson, *La femme piégée* (3).

Délétère dérive

Leonardo da Vinci s'inscrit parfaitement dans les visées technocratiques de l'OCDE et des lobbyistes de l'*European Round Table of Industrialists* (4) : la formation au service de l'industrie. En mars 1990, sous le règne delorsien (7.01. 1985 - 5.01.1995), la

Commission précisa qu'elle stimulerait *le marché de l'enseignement gouverné par une économie d'échelle*. Dans leur *Tableau noir - Résister à la privatisation de l'enseignement* (5), Gérard de Sélys et Nico Hirtt fustigent cette délétère dérive qui transforme *une université ouverte* en *une entreprise industrielle*, dans laquelle les étudiants deviennent des *clients*, les cours des *produits*. Que *la Commission des Communautés européennes fasse preuve d'une diligence empressée* face aux diktats du patronat, n'a chatouillé ni gratouillé aucune des taupes investigatrices qui pourfendirent les *dysfonctionnements* de l'instance bruxelloise ! Les authentiques *scandales* politiques semblent au moins aussi symptomatiques du fonctionnement de la mouvance Cresson *que les multiples connivences qui conduisirent à des " délits d'initiés*. Les députés écologistes Nuala Ahern (Irlande), Hiltrud Breyer et Wilfried Telkämper (Allemagne) avaient constaté début juillet 1995 des irrégularités flagrantes dans la répartition des fonds inscrits au programme *JOULE*, sous la responsabilité d'Édith Cresson, préposée à la science, la recherche, le développement, les ressources humaines, l'éducation, la formation et la jeunesse. Sur un volume de 3,111 milliards de Ff, les énergies renouvelables devaient être dotées de 1,820 milliard (58,6 %). Les trois élus précités réunirent des preuves accablantes contre des hauts fonctionnaires qui avaient manipulé les études de quelque 200 scientifiques appelés à examiner les 936 projets en provenance de toute l'Europe. Dans le secteur solaire, les experts en retinrent cinquante. Ezio Andreta, le directeur du département, falsifia des documents et n'en conserva que onze sur la liste prioritaire, rayant délibérément 111 millions de Ff. Dans le domaine éolien, 36 propositions sur 55 survécurent aux ratures des censeurs. En revanche, l'ensemble des offres concernant les énergies fossiles reçut l'aval de ces derniers. La stratégie semblait évidente : torpiller sciemment un domaine dont l'essor risque de contrarier les lobbies pétrolier et atomique. L'hypocrisie : le staff Cresson osa prétendre qu'il n'existait pas suffisamment de projets susceptibles de concrétisation !... Paolo Fasella, le supérieur d'Ezio Andreta, avait siégé précédemment dans le conseil de surveillance d'EDF... Irritée par les investigations des Verts, Édith Cresson avait précisé dans une missive du 27 juillet 1995 adressée à Gordon Adams, le vice-président de la *Commission de la recherche, du développement technologique et de l'énergie* au

Parlement européen, que l'intervention de celui-ci et de ses membres *dans cette procédure risquerait d'affecter l'équilibre institutionnel*... Hiltrud Breyer et Nuala Ahern ne lâchèrent pas prise. En février 1999, elles sollicitèrent des explications quant à l'absence jusqu'à fin 1997 de 470 millions de Ff prévus initialement pour les sources alternatives, alors que pour la même période, la Commission avait octroyé une rallonge substantielle aux énergies fossiles. Le 4 mai 1999, la Commission a lancé une nouvelle campagne s'appuyant sur le programme *ALTENER* de 74 millions d'euros pour la période 1998-2000. Parmi les actions-clés : l'installation d'un million de systèmes photovoltaïques. Nuala Ahern releva également des dégradations volontaires de travaux effectués par une équipe de chercheurs internationaux quant à la vulnérabilité d'un certain type de personnes aux radiations ionisantes. Pour Carmel Mothersill, de l'*Institut de Technologie* de Dublin, le sabrage de 655 millions de Ff *résulte de partis pris de la commissaire Cresson en faveur de l'industrie nucléaire*. Entre le lancement des appels d'offre et la décision, l'ancienne bourgmestre de Châtellerault avait modifié les critères techniques et ses hommes s'adonnèrent à moult tripatouillages sur des dossiers de soumission... Par ailleurs, le professeur Michel Kalika, directeur de l'*Institut d'Administration des Entreprises* de Poitiers, avait bénéficié début 1996 *d'informations très intéressantes* avant même le lancement officiel de la consultation relative à l'*European Skills Accredition System*, d'un montant de 1,179 milliard de Ff dans le cadre du programme *Leonardo da Vinci*. Le quotidien flamand *De Morgen* a publié dans son numéro du 10 mars 99 une copie de la lettre de remerciements expédiée alors par Monsieur Kalika à Édith Cresson. La société *Edusoft*, qui avait développé des CD Rom pour le projet *ESAS*, et le cabinet *Jean-Louis Reiffers Conseil* en avaient croqué.

Insensé

Ces cinq dernières années, l'UE a permis la construction de 2.000 kilomètres de routes trouant la forêt pluviale camerounaise aux écosystèmes si sensibles (6). Les 52 kilomètres entre Abong Mbang et Lomié jouxtent la réserve de Dja, classée *patrimoine mondial de l'humanité* par l'UNESCO. *Il est surprenant que la Commission*

européenne ait avalisé, sans tenir compte d'une étude d'impact, un projet qui génère de tels dégâts sociaux et écologiques, déclare Simon Counsell (7). Le permanent de la *Rainforest Foundation* trouve *cynique* que l'UE soutienne un régime despotique et favorise les desseins des entreprises mêlées au négoce illégal d'espèces en voie de disparition : gorilles, chimpanzés, babouins, impalas, éléphants... occis par des chasseurs professionnels profitant du déblayage par les bûcherons maniant la tronçonneuse au profit de firmes du bois. Les dirigeants ne consultent pas plus les 40.000 pygmées Baka répartis sur les 17 millions d'hectares boisés que les Bamilékés ou les Massas. La nouvelle Commission rendra-t-elle caduc le cadeau de 55 millions d'euros promis au dictateur Paul Biya ? La directive européenne 866 d'aide structurelle induit de très curieux subventionnements. Ainsi les camions-citernes de l'entreprise Goldmilch à Ingolstadt (Bavière) transportent vers la Grèce, via le port de Bari, chef-lieu de la Pouille, le lait extrait des mamelles de vaches paissant sur les prairies de Feuchtwangen non sans l'avoir *homogénéisé, stérilisé et concentré*. À Athènes, la société *Faye*, le premier fabricant européen de yoghourts, le transforme et le conditionne en pots. À l'aller comme au retour, les gros cubes empruntent l'autoroute du Brenner (Tyrol) qui en accueille environ 3.000 par jour sur son bitume et génèrent 17 tonnes d'azote, 22 tonnes de monoxyde de carbone, 5 tonnes de carbure d'hydrogène, 2 tonnes de suie, 30 kg de plomb. Depuis l'adhésion de l'Autriche à l'UE, le 1er janvier 1995, *le trafic de transit a augmenté de 27 %*, déclare Maria Hilber de Steinach à Erich Schütz, auteur de l'excellent reportage *Bouffeurs de kilomètres, des immoraux sur de longs chemins* (8), qui détaille également quelques autres transports totalement insensés. Le Volvo, qui consomme 2.000 litres de diesel pour les 4.000 kilomètres de trajet, expulse dans l'atmosphère 80 kg d'azote, 1,5 de suie et 12 de carbure d'hydrogène. Cela s'appelle *la circulation internationale et rationnelle des marchandises*. Voilà *le mode de vie d'éloignement intensifié* que nous concoctent les eurocrates planificateurs !... Entre 1990 et 1997, les Quinze avaient affecté 848,5 millions d'écus (5,557 milliards de francs), dont 786,1 millions d'écus (5,109 milliards de francs) dans le cadre des programmes *PHARE* (*Assistance à la restructuration économique des pays d'Europe centrale et orientale*) et *TACIS* (*Aide à la transition des pays de l'ex-URSS vers l'économie de*

marché), à la sécurité du parc nucléaire dans les contrées situées jadis derrière le "rideau de fer". Seuls 306,6 millions d'écus avaient été dépensés au 31 décembre 1997. Quid de l'imposant reliquat ?... Le rapport relatif à l'exercice 1997 que Bernhard Friedmann, le président de la Cour des comptes européenne, avait publié le 17 novembre dernier indique par exemple qu'un tiers des marchés d'assistance sur site avait été passé sans mise en concurrence préalable, que les modalités de sous-traitance avaient permis aux contractants de *réaliser des marges importantes et incontrôlables*, que le démantèlement des réacteurs du type *RMBK*, les plus dangereux, ne figure pas, hormis l'unité de Tchernobyl, dans les objectifs de la Commission et que la mobilisation des crédits dégagés pour le *massif de protection* du bloc 4, qui avait explosé le 26 avril 1986, reste *particulièrement faible* : sur les 59 millions d'écus dévolus à cette opération, 12 millions ont fait l'objet de commandes fermes. *Plutôt que de désamorcer la bombe à retardement à l'est, la Commission servit les intérêts du lobby atomique occidental*, insistèrent Udo Lielischkies et Stephan Stuchlik dans leur remarquable reportage Kommissare am Abgrund (9). L'exécutif ukrainien avait signé le 20 décembre 1995 à Ottawa avec les délégués du G7 un mémorandum afférent à la fermeture d'ici 2000 de la centrale de Tchernobyl, dont le principe avait été retenu lors du sommet de Naples en juillet 1994. Qui parle encore des 337 millions de dollars octroyés pour un second sarcophage ?

Immunité diplomatique

Alors qu'avec des mesures ciblées l'Ukraine pourrait économiser jusqu'à 57 % de sa consommation électrique et que ses dirigeants avaient préconisé l'édification d'une usine à gaz et à vapeur de 600 mégawatts, Bonn et Paris tentent de convaincre la *Banque européenne pour la reconstruction et le développement*, sise à Londres, d'octroyer un prêt de 1,19 milliard de Ff pour l'achèvement de deux réacteurs atomiques *VVER* de 1.000 mégawatts à Khmelnitsky et Rovno, un package de 10,8 milliards de Ff.

Eu égard à la situation économique désastreuse du pays, ces crédits ne seront vraisemblablement jamais remboursés.

La Commission ment en prétendant que pour les projets K2 et R4, *la qualité des résultats d'examen détaillés n'a jamais été mise en cause*. La Banque européenne d'investissement à Luxembourg n'y cerne "aucune justification économique".

D'autres analystes ont également émis de sérieuses réserves. Klaus Gretschmann, de la chancellerie à Bonn, évoque *l'héritage* des prédécesseurs et l'impératif de fiabilité vis-à-vis de Siemens (10), laquelle, faute de commandes intérieures, étend ses tentacules à l'est.

Ainsi, le géant électronique *modernise* en solo les complexes à hauts risques de Bohunice et de Mochovce en Slovaquie.

Jürgen Trittin, le ministre de l'Environnement, tout comme les députés verts ainsi que de nombreux sociaux-démocrates, plaident pour *une option non-nucléaire* en Ukraine. Le Germain Horst Köhler, lequel préside la *BERD* depuis le 19 mai 1998, se prévaut de l'appui de Gerhard Schröder. Les desiderata de *Siemens* et de *Framatome* primeront-ils sur les inquiétudes des populations encore sous le choc de la catastrophe d'il y a treize ans ? Le 17 décembre 1998, 270 députés européens n'avaient pas accordé le quitus à la Commission pour sa gestion de 1996. Le 14 janvier 1999, une courte majorité d'entre eux avait refusé de voter contre Emma Bonino, Ritt Bjerregaard, João de Deus Pinheiro, Manuel Marín and co... Aucun(e) des commissaires épinglé(e) par la *Cour des comptes* et le rapport du *Comité d'experts indépendants* (11) du 15 mars n'encourt de sanctions pénales. De surcroît, les démissionnaires toucheront durant 3 ans la moitié de leur traitement de base : les moins bien lotis seront crédités mensuellement de quelque 51.000 Ff. Les 19,6 millions de chômeurs et contribuables de l'UE apprécieront ! L'on chuchote que Catherine Trautmann, ministre de la Culture et de la Communication, postulerait pour le job dont l'immunité diplomatique ne constituerait pas le moindre attrait...

Dans la mythologie hellène, de l'union entre Agenor, roi de Phénicie, et de Téléphassa, naquirent quatre fils et une fille, Europe, belle comme le jour. Pour ne point s'exposer à la jalousie de son irascible épouse Héra, Zeus se métamorphosa en un taureau blanc, aux cornes dorées en forme de croissant de lune ornées de fleurs. La peu farouche princesse grimpa

sur son échine. L'animal divin s'élança dans les flots et l'emporta vers la côte crétoise. Mué en aigle, il la viola dans un bois de saules près de Gortyne. Europe mit au monde Minos, Rhadamanthe et Sarpédon. En souvenir de celle venue d'une terre lointaine, les Anciens baptisèrent du nom d' *Europe* une des quatre parties du monde.

Le romancier et réalisateur danois, disciple de Sören Kierkegaard, Henrik Stangerup, décédé le 3 juillet 1998 à l'âge de 61 ans, se consolait de sa tristesse face à *la glaciale super-Europe, aseptisée, progressiste, unie* en vidant les uns après les autres les mini-bars des hôtels.

Sobres ou pas, usons au moins de nos mots contre les magouilleurs et les aigrefins de tout poil qui avilissent non pas tant l'Europe des *pères fondateurs* que celle dont je rêve...

René Hamm

(1) Éditions PNA, collection *Scoops*, BP 81 L 8317 Cap, avril 99, 158 pages, 145 Ff.

(2) Sylvia Schreiber dans *Der Spiegel* 2.11.98.

(3) Chez Flammarion, 342 pages, 120 Ff.

(4) Parmi les membres français de la *Table ronde européenne des industriels* : Renault, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Lyonnaise des eaux...

(5) Chez EPO, Bxl, mai 98, 119 pages, 70 Ff.

(6) Les germanophones liront avec profit la revue trimestrielle *Regenwald Report* du mouvement *Rettet den Regenwald*, Pöseldorfer Weg 17, 20148 Hamburg, tél 00.49.40.410.38.04.

(7) Magazine *Panorama* sur l'ARD, la première chaîne allemande, le 10.12.98.

(8) Projeté lors du 13ème *Festival international du film écologique* à Fribourg-en-Brisgau en octobre 96 ainsi que sur les chaînes publiques allemandes 3 Sat et Südwest Drei.

(9) Le 17.12.98, ARD.

(10) Magazine *Globus*, ARD, le 17.4.99.

(11) Les cinq "sages" : Inga-Britt Ahlenius (Suède), Juan Antonio Carrillo Salcedo (Espagne), Pierre Lelong (France), André Middelhoek (Pays-Bas) et Walter Van Gerven (Belgique).

Le pouvoir vous abuse, ils abusent de pouvoir

Cerise

Depuis que l'humanité vit en société, une caste privilégiée domine l'autre, sans que cette dernière ne puisse rien lui contester (féodalité, royauté).

Les révolutions successives avaient pour but essentiel de modifier cette oppression.

Une fois les têtes couronnées tombées, et les personnages qui gouvernaient de manière héréditaire écartés, une aspiration de bas en haut fit apparaître de nouveaux maîtres à penser. Afin d'asseoir leur pouvoir, ils revendiquèrent l'accord du Peuple. Comme on voit mal les cent mille habitants d'une ville se réunir autour de la même table pour prendre les décisions indispensables à la gestion de leur vie en société, ce que l'on peut appeler la *politique* quotidienne, il fallait bien désigner des représentants issus de la population, qui avaient pour *mandat* de défendre la position de ceux qui, physiquement, étaient absents des débats. On procéda donc à des élections, qui, au départ étaient

réservées à une élite issue de la bourgeoisie. Il faut reconnaître que peu à peu les formalités permirent à chacun de s'exprimer. Un élu représentait une tendance précisée par ceux qui l'avaient envoyé autour de la table des discussions.

Par paresse, les citoyens ont vite été satisfaits de n'être consultés que de manière épisodique. Alors qu'au départ, les mandats étaient totalement gratuits, il fallut bientôt songer à couvrir les frais exposés par les mandatés. Ces remboursements de dépenses furent bientôt transformés en, ce que l'on appelle encore pudiquement, des *indemnités*. Le statut d'élu devint bientôt une profession lucrative.

Lorsque l'on exerce le même métier, il est normal que des liens corporatistes se créent.

C'est ainsi que naquit notre *particratie*. Avant de se présenter devant la population, une stratégie est déjà mise en place à l'intérieur même du parti. Les dirigeants sortants essayent de se mettre d'accord, afin que leur mandat soit reconduit, par n'importe quel moyen, sans se soucier des intérêts des citoyens. Des arrangements entre partis soi-disant adverses sont conclus.

Toutes ces manigances n'ont qu'un seul but : il faut que le pouvoir reste dans les mains des mêmes personnes. Une saine alternance est redoutée. Elle pourrait mettre en péril certains pactes, certains contrats de marché. Cette situation satisfait également le grand capital. Il est, en effet, plus facile de *convaincre* quelques personnes de l'opportunité d'un marché que de devoir élargir le cercle des discussions à de nouveaux venus.

C'est ainsi que naquirent les nouveaux aristocrates. Échevin, bourgmestre, député, sénateur, ministre sont devenus des titres honorifiques, alors qu'au départ il s'agissait de fonctions destinées à veiller aux intérêts du Peuple.

La lourdeur des institutions sert magistralement le pouvoir en place, ainsi que ceux qui font semblant de s'y opposer. Les chambres des représentants, le sénat, les assemblées régionales, communautaires,

provinciales, communales n'étaient pas suffisantes pour quadriller la population. On créa des intercommunales, des asbl "para-provinciales".

L'araignée tissait sa toile, en mettant ses créatures à des postes dirigeants, en accordant charitablement un emploi au sein de ses organismes, à des hommes, électeurs et propagandistes à vie.

De temps à autre un scandale fait mine d'éclater, afin de permettre au Peuple d'exulter. Quelques noms sont salis, mais récompensés de leur sacrifice...

La presse, complice, s'indigne avec l'opinion publique, mais continue d'ignorer la racine du mal. *Tous les jours les politiciens profitent de manière honteuse des deniers publics.* En d'autres termes, on appelle cela *abuser des biens sociaux*.

L'exemple de Mons

Comme un exemple vaut mieux qu'un grand discours, déplaçons nous dans la province de Hainaut, et plus précisément dans son chef-lieu, la ville de Mons. Nos acteurs seront le bourgmestre lui-même, et le greffier provincial, que nous pourrons nommer les *barons rouges*.

Le bourgmestre était, parmi d'autres postes dirigeants, président de l'association intercommunale qui s'occupe de la gestion des déchets ménagers. Mandat pécuniairement très intéressant. Par pudeur, les instances dirigeantes du parti lui demandèrent de démissionner de ce poste ô combien lucratif. En compensation, il était nommé expert au sein de la même association, avec le même traitement... Raison invoquée : en matière de poubelles, il s'y connaît !

Les deux *barons* réveillèrent une asbl provinciale en veilleuse : l'asbl *PHASE* qui s'installa dans des locaux situés dans le bois d'Havré. Ces bâtiments étaient occupés par une école pour enfants handicapés, que l'on dirigea vers des immeubles exigus. Des travaux furent entrepris, un terrain de football fut créé, afin de pouvoir accueillir des séminaires organisés par l'*Union Belge de Football Association*. Il fallait un directeur dévoué. Le poste fut attribué à ce que la classe dirigeante

appelle *un petit employé de la Poste.* Sans examen, ni compétences requises, bien entendu. On notera toutefois que le nouveau directeur est un riche propriétaire immobilier qui exploite des tavernes sur la place de Mons.

Le trio ainsi constitué pouvait s'attaquer à cadenasser les instincts les plus primitifs du Peuple. Main mise fut faite sur le club de football qui milite en division trois nationale. Le bourgmestre en devenait président du conseil d'administration, le greffier vice-président, et l'ancien employé de la Poste président du comité sportif.

La ville de Mons ne pouvant se contenter de végéter en troisième division, il fallait trouver des sponsors. La cimenterie d'Obourg figurait déjà parmi les obligés suite aux faveurs obtenues, mais pour entretenir une dizaine de joueurs professionnels, les recettes déposées par le millier de spectateurs, qui se rendent au stade quinze fois par an, ne suffisait pas. C'est ainsi que la Lyonnaise des Eaux fut invitée à participer au festin. Les projets de la région wallonne en matière de stations d'épuration des eaux ne sont pas étrangers à l'apport financier important de ce holding.

Des travaux sont déjà prévus pour la modernisation du stade. Il débuteront avant la fin du siècle. Ils n'auront pas pour but d'améliorer les conditions d'entraînement des jeunes sportifs amateurs, obligés de pratiquer leur sport dans des conditions déplorables, mais de créer une infrastructure réservée aux spectateurs nantis, pour la plupart, hommes d'affaires, pour lesquels la rencontre de football du samedi soir n'est qu'un prétexte à des réunions discrètes. Le coût des travaux est estimé à 125.000.000 fb, soit 25.000.000 fb de plus que l'aide prévue aux réfugiés du Kosovo, par l'Etat belge. Cette somme sera prise en charge par la ville de Mons, et par la région wallonne. Et pendant ce temps là, des sans abris demandent la charité dans les rues de la ville, défigurant le paysage de la Grand Place au grand courroux du bourgmestre.

Trafic de joueurs

Comme le commerce des joueurs de football est intéressant, à condition que le bétail soit ignorant et malléable, nos héros décidèrent de s'intéresser au trafic des joueurs africains.

L'ennui, c'est que pour obtenir un permis de séjour, il faut présenter un contrat de travail se chiffrant à une quarantaine de mille francs par mois, et que garantir une telle somme à un immigré qui n'a pas fait ses preuves, c'est du gaspillage. On imagina alors de présenter un contrat signé des deux parties, reprenant les conditions requises. Une fois le permis de séjour obtenu, il ne restait qu'à le détruire. Les décideurs n'avaient pas imaginé que le *bon nègre* connaissait l'usage de la photocopieuse. Se sentant roulé, il s'adressa à l'asbl *Pour l'Égalité des Chances*, association qui ne se situe pas dans l'arborescence des associations inféodées au pouvoir. L'asbl en question prit la défense du travailleur immigré, et se constitua partie civile. Le dossier se trouve actuellement dans les mains de l'auditeur du travail de Mons... La magistrature osera-t-elle affronter le premier citoyen de la ville ?

De par leurs fonctions dirigeantes au sein de la province, les trois complices disposent de personnel malléable et corvéable à merci. Des employés provinciaux sont payés par leur employeur pour assurer durant leurs heures de service les tâches administratives du club, tremplin de leurs dirigeants. Un éducateur sportif est même détaché pour s'occuper des joueurs professionnels du club de football, au lieu d'encadrer les élèves dont il a la charge.

On notera pour mémoire un *abus de biens sociaux,* devenu tout à fait banal. Le greffier provincial dispose 24 heures sur 24, d'une voiture Mercédès 280 SE de la province de Hainaut. Un travailleur ordinaire bénéficiant des mêmes facilités se verrait taxé à l'impôt sur les revenus, pour "avantages en nature". Non seulement le service provincial chargé de l'établissement des fiches de salaires a oublié de mentionner l'existence de cette situation, mais le *baron* revendique, auprès de l'Administration des Contributions, la déduction de charges réelles pour l'utilisation de son véhicule professionnel qu'il déclare mettre au service de la province. Il faut admettre que le personnage fait preuve

d'un certain hu- mour : ni lui ni son épouse ne sont propriétaires d'un véhicule automobile.

Arnaque fiscale

J'ai gardé pour la fin ce que j'appellerai la *cerise* sur le gâteau. Une partie des salaires versés aux joueurs et entraîneur professionnels et semi-professionnels n'est pas déclarée en tant que rémunération imposable.

Durant la saison 97/98, l'entraîneur adjoint bénéficiait d'un revenu mensuel net de 40.000f. La totalité de ces revenus fut ignorée lors de la confection des fiches de salaires. Il s'agissait évidemment d'une profession accessoire. Son activité principale étant **contrôleur à l'ONEM** de Mons. Il semble mettre plus de zèle à surveiller des citoyens astreints à vivre avec une indemnité de misère qu'à se mettre en règle vis-à-vis du fisc. De plus, n'oublie-t-il pas de rappeler à son employeur ses manquements vis à vis de l'ONSS ?

Cette liste de constats d'abus de pouvoir n'est pas limitative. Il suffit de regarder tous les jours autour de nous, pour constater la manière dont nos nouveaux *maîtres*, utilisent les deniers du Peuple.

Messieurs les représentants, quelle que soit la couleur de votre maillot ou de votre écharpe, il est temps de vous rappeler que *le pouvoir **nous** appartient*, et que nous allons vous le reprendre.

Cerise

ÉLECTIONS DU 13 JUIN 1999

Agir
au lieu d'élire !

Contrairement à ce qui se dit ici ou là, les anarchistes sont extrêmement respectueux du droit de vote et des élections.

Tellement, qu'ils ne cessent de se battre pour que ce droit puisse s'exercer dans tous les domaines de la vie, dans les entreprises, dans les quartiers, à l'école, et jusque dans les derniers recoins de la sphère du privé. Qu'ils ne cessent de se bagarrer pour que ce droit ait les moyens économiques, financiers et politiques de s'exercer pleinement et égalitairement. Qu'ils ne cessent de clamer sur tous les toits que ce droit n'a de sens que s'il s'accompagne d'un mandatement précis et d'un contrôle permanent pouvant déboucher sur une révocabilité à tout moment.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore, les anarchistes se refusent à cautionner cette caricature que sont les élections au royaume de la "démocratie" parlementaire.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore ils ne se présentent pas à ces pseudo- élections et vous invitent régulièrement à les boycotter.

Pour toutes ces raisons... ils ont la faiblesse de croire que le plus court chemin menant à un droit de vote digne de ce nom et à des élections qui ne soient pas des pièges à cons, consiste aujourd'hui à agir plutôt qu'à élire.

Alternative Libertaire

26.05.1999

Occupation d'un bureau régional de l'ONEm à Liège

Ce mercredi 26/05/99, L'Office National de l'Emploi (ONEm) de Liège était occupé par des membres et sympathisants du Collectif liégeois *Chômeur, pas Chien!* et du *Collectif Autonome de chômeurs (CACh)* de Bruxelles, rejoints par les manifestants des *Marches Européennes*, parmi lesquels de nombreux anarcho-syndicalistes de la CGT espagnole, la CNT française et la CAT belge.

L'occupation avait pour but de rencontrer le directeur et d'exiger de lui qu'il signe et rende publiques diverses dispositions qu'il est légalement en mesure de prendre, à savoir:

- de décréter l'arrêt immédiat des contrôles domiciliaires chez les chômeurs pour vérification de la composition de leur ménage;

- de ne convoquer un chômeur pour interrogatoire à l'ONEm qu'après qu'il ait été en mesure de consulter son dossier et en lui garantissant la possibilité d'être accompagné par une tierce personne de son choix;

- de décréter l'arrêt immédiat de toute action, enquête ou poursuite et la suspension de toute peine prononcée à l'encontre des chômeurs victimes de ce type de "visite", dès lors qu'un nouveau texte de loi (en application depuis le 01/04/99) a implicitement reconnu le caractère abusif de ces visites réalisées antérieurement à cette date;

- de n'entamer aucune enquête et de n'ouvrir aucun dossier à l'encontre d'un chômeur, sur base ou à partir de dénonciation anonyme, système basé sur la délation et qui tend scandaleusement à être socialisé et institutionnalisé;

- de décréter un moratoire sur les poursuites en matière de déclaration de composition de famille, tant qu'un texte de loi clair, déterminant des données strictement objectives, ne donne pas la définition claire et incontestable du statut de cohabitant;

- d'appliquer à priori un principe de clémence, qui prenne en compte la situation actuellement pénible que vivent les chômeurs eu égard au flou légal qui régit leur statut, ainsi qu'à la faiblesse de leurs ressources, et donc d'appliquer pour toute première faute avérée, un système de sursis, de suspension de prononcé de sanction ou de classement sans suite;

- d'appliquer systématiquement et de sa propre initiative le principe de présomption d'innocence ainsi que du caractère suspensif d'un recours légal, dès qu'un chômeur, à son sens sanctionnable, introduit un recours auprès du Tribunal ou va en appel d'une décision de celui-ci;

- de prendre en compte, dès les procédures et dans le calcul des montants de récupération d'allocations estimées illégalement perçues, des possibilités réelles et concrètes de remboursement du chômeur incriminé et, en tout cas, d'appliquer systématiquement un principe de quotité insaisissable sur les allocations sociales, équivalent à celui pratiqué sur les salaires.

En choisissant d'appliquer ces décisions, le Directeur du Bureau Régional de l'ONEm pourrait ainsi démontrer qu'il existe des possibilités légales de recadrer l'institution dans les missions et les objectifs d'un réel service public ; qu'un fonctionnaire responsable, se doit de refuser d'appliquer des injonctions administratives qui sont en contradiction flagrante avec les Lois, la Constitution et les Droits de l'Homme ; qu'il pourrait somme toute devenir un citoyen conscient qui

exerce son devoir en luttant contre les conséquences humainement désastreuses d'une logique administrative, guidée par les seuls principes de la répression brutale, de la suspicion générale, de la culpabilisation permanente, de l'exclusion massive et de l'insupportable paupérisation d'une frange sans cesse croissante de ses concitoyens.

Gun
Collectif Chômeur, pas chien !

Archives du 28/05/99 - © Rossel & Cie SA
LE SOIR Bruxelles

Les défenseurs des chômeurs à l'assaut de l'Onem

Notre action est un succès et montre la détermination des mouvements de chômeurs qui se constituent en Belgique. Nous allons en faire de nouvelles. Après une nuit d'occupation du siège de l'Onem à Liège, les membres du collectif liégeois «Chômeur, pas chiens!» et du Collectif bruxellois Autonome des Chômeurs ont décidé de lever le camp ce jeudi, non sans avoir rencontré mercredi, en fin de soirée, Jean-Gabriel Dethioux, directeur régional de l'Onem. On ne vit pas sur la même planète..., ce fut le seul point d'accord trouvé par les deux parties, témoin du fossé qui sépare la répression vis-à-vis des chômeurs que dénoncent ces collectifs et la bonne conscience éthique qu'affiche le directeur de l'Onem. Récit d'une occupation déterminée.

La sortie des bureaux, 17 h. Accompagnés des euromarcheurs qui rejoignent Cologne et sa manifestation pour l'emploi, une petite centaine de manifestants, pénètrent dans le bâtiment de l'Onem et gagnent le dernier étage. Dehors, 200 autres les encouragent. Avec des armoires métalliques, ils bloquent toutes les issues, des dossiers volent par les fenêtre. Barricadés, les membres des collectifs exigent la venue du directeur qui se trouve à 150 km de là. But: lui faire signer une déclaration où il s'engage à arrêter les visites domiciliaires, les enquêtes sous dénonciation anonyme et décide en sa qualité de responsable d'administration de garantir le principe de présomption d'innocence et l'accès au dossier pour chaque chômeur convoqué à l'Onem. Deux heures plus tard, Jean-Gabriel Dethioux est là. A 22 h, les membres du collectif quittent le septième étage et rejoignent le directeur qui demande: Pourquoi êtes-vous là? Les chômeurs vivent une situation de plus en plus répressive. Il n'y a plus moyen de se faire entendre autrement qu'en menant une action radicale. Nous voulons l'application du principe «Un individu, un droit, un revenu», exhorte Thierry membre de «Chômeurs pas chiens», la casquette de grand timonier ancrée sur sa tête. L'Onem ne fait pas la chasse aux chômeurs, répond le directeur. On vérifie les situations de cohabitants, parfois il y a des infractions, parfois elles sont conformes.

- Et les dénonciations anonymes? tancent les membres du collectif. Elles sont acceptables, déclare Jean-Gabriel Dethioux. Un citoyen a le droit de dénoncer une situation dans l'intérêt de la population. Colère, haussement de voix. Ca va pêter dans la rue, se fâche Thierry. Les gens vivent des situations insupportables, se retrouvent au tribunal, sans revenu. Vous êtes sur une

autre planète. Le directeur refuse de considérer ces situations particulières. Nous agissons avec humanité, conclut-il. Le dialogue de sourds est fini. La nuit passe. Le lendemain matin dans la rue, des membres du personnel de l'Onem soutiennent les manifestants terminant leur occupation.

Ph.Bx